Conseil national
de l'information statistique

Montrouge, le 15 mai 2023
N°76/ H030

Commission
Démographie et Questions Sociales

Bilan de travail des producteurs de la statistique
Année 2022

Sommaire

DEPS – DIRECTION DES ÉTUDES, DE LA PROSPECTIVE ET DES STATISTIQUES. MINISTÈRE DE LA CULTURE.....3

DREES – DIRECTION DE LA RECHERCHE, DES ÉTUDES, DE L'ÉVALUATION ET DES STATISTIQUES. MINISTÈRE DES SOLIDARITÉS ET DE LA SANTÉ.....9

DSED – DÉPARTEMENT DES STATISTIQUES, DES ÉTUDES ET DE LA DOCUMENTATION. DIRECTION GÉNÉRALE DES ÉTRANGERS EN FRANCE. MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR.....22

INED– INSTITUT NATIONAL D'ÉTUDES DÉMOGRAPHIQUES.....26

INSEE - (DÉPARTEMENT DE LA DÉMOGRAPHIE). DIRECTION DES STATISTIQUES DÉMOGRAPHIQUES ET SOCIALES.....32

INSEE (UEDS) – UNITÉ DES ÉTUDES DÉMOGRAPHIQUES ET SOCIALES. DIRECTION DES STATISTIQUES DÉMOGRAPHIQUES ET SOCIALES.....35

INSEE (DRCVM) – DÉPARTEMENT DES RESSOURCES ET CONDITIONS DE VIE DES MÉNAGES. DIRECTION DES STATISTIQUES DÉMOGRAPHIQUES ET SOCIALES.....44

INSEE (DPCEM) – DÉPARTEMENT DES PRIX A LA CONSOMMATION ET DES ENQUÊTES MÉNAGES. DIRECTION DES STATISTIQUES DÉMOGRAPHIQUES ET SOCIALES.....48

LEDA-LEGOS – LABORATOIRE D'ÉCONOMIE ET DE GESTION DES ORGANISATIONS DE SANTÉ. UNIVERSITÉ PARIS DAUPHINE.....50

MEDES – MISSION ENQUÊTES, DONNÉES ET ÉTUDES STATISTIQUES - INSTITUT NATIONAL DE LA JEUNESSE ET DE L'ÉDUCATION POPULAIRE.....60

SDES– SERVICE DES DONNES ET ÉTUDES STATISTIQUES - MINISTÈRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE.....66

ANNEXE. TEXTE DES AVIS DE MOYEN TERME 2019-2023.....72

Note de lecture

Dans ce programme de travail, les producteurs ont indiqué les opérations et travaux faisant référence aux avis du moyen terme 2019-2023 du Cnis. Ces avis sont repérés de la manière suivante :

AG : Avis généraux

DQS : commission « Démographie et Questions Sociales »

Le texte des avis de la commission « Démographie et Questions Sociales » ainsi ceux des autres commissions du Cnis cités dans ce programme figurent en annexe.

DEPS – DIRECTION DES ÉTUDES, DE LA PROSPECTIVE ET DES STATISTIQUES. MINISTÈRE DE LA CULTURE

0. Éléments de contexte en 2022

Dans le cadre de la réorganisation de l'administration centrale du ministère de la Culture, certaines missions de collecte de données administratives ou de gestion, de suivi statistique et d'études exercées au sein des directions du ministère ont été intégrées au portefeuille du SSM Culture, avec la quasi-totalité des agents qui effectuaient ces missions dans les directions.

L'année 2022 a permis de terminer l'intégration de ces missions et dispositifs à l'existant du département en assurant une cohérence de services et un enrichissement des propositions du SSM. Pour cela, il a été nécessaire de s'assurer de la rigueur scientifique, de la qualité statistique et de la conformité aux codes des bonnes pratiques statistiques de ces productions.

Un second enjeu de l'année 2022 a été d'asseoir la politique de diffusion des données et des publications du SSM, en renforçant la transparence sur les calendriers de publications et les canaux de diffusion des publications elles-mêmes.

Un troisième enjeu a été de développer les investissements statistiques et les publications sur les thèmes des pratiques culturelles aux différents âges, de l'emploi et de l'économie des secteurs culturels, à la fois pour actualiser une observation longitudinale, pour réaliser un suivi de l'impact de la crise, et pour renforcer l'observation sur les territoires ultra-marins. Enfin, l'activité de recherche du département a été particulièrement soutenue cette année, avec plusieurs ouvrages qui ont reçu un écho important.

1. Travaux en 2022

1.1 Enquêtes ponctuelles ou dont la périodicité est supérieure à 3 ans, refonte importante d'enquêtes régulières

Sans objet

1.2 Exploitations nouvelles de fichiers administratifs ou de sources privées, visant à créer des données statistiques non existantes ou se substituant à des enquêtes
Refonte ou évolution importante de système d'information statistique existant

Éducation artistique et culturelle (EAC) en milieu scolaire : Adage

L'étude de l'offre de l'éducation artistique et culturelle (EAC) en milieu scolaire a reposé cette année sur l'exploitation des données administratives remontant de la plateforme Adage : nouvelle plateforme de pilotage de l'EAC en milieu scolaire gérée par le ministère de l'Éducation Nationale.

Le DEPS a contribué à consolider à des fins statistiques les remontées de données via la plateforme et à mettre en place les indicateurs de suivi de la politique.

[DQS 3. Mieux connaître les conditions de vie de l'enfant]

Participation au panel de maternelle de l'Éducation nationale

Dans la suite des travaux précédents engagés en collaboration avec la direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance (DEPP), service statistique ministériel du ministère de l'Éducation nationale, autour des panels mais également du suivi de l'EAC, un nouveau partenariat a été tissé autour de la création par la DEPP d'un panel d'élèves inscrits en maternelle, dans lequel les questions culturelles tenteront de trouver leur place.

Observation de la population et des revenus des artistes-auteurs

Le DEPS s'est engagé à mettre en œuvre une observation régulière de la population des artistes-auteurs et de leurs conditions de rémunération, dans le cadre du Plan artistes-auteurs défini par la Ministre et en étroite collaboration avec la direction générale de la création artistique (DGCA) du ministère. Cette action doit être menée, dans la mesure du possible, dans la continuité de l'observation que le Département a mis en place il y a une dizaine d'années par le biais d'une convention d'échange de données annuelles avec l'Agessa/Maison des artistes qui a déjà permis des analyses régulières sur ces populations.

En raison du transfert des bases Agessa/MDA à l'Ursaff Caisse Nationale, le DEPS a engagé dès le début de l'année 2020 des discussions approfondies avec cet organisme dans le but de garantir cette continuité sans aucune perte d'information par rapport aux transmissions habituelles et d'examiner, le cas échéant, la possibilité de les enrichir pour améliorer la connaissance de ces populations. En octobre 2022, les données concernant les revenus 2019/2020 ont été transmises par l'Urssaf Caisse nationale.

[AVG 2. Mesurer et analyser les inégalités dans leur diversité]

Plateforme SIBIL (système d'information billetterie)

SIBIL (Système d'Information BILletterie) a été mis en place le 1er juillet 2018 en application de l'article 48 de la loi « Liberté de création, architecture et patrimoine ». Il s'agit d'un dispositif légal de remontée centralisée des données de billetterie par voie dématérialisée du spectacle vivant, conçu pour constituer un référent national d'informations sur la fréquentation et la recette globale de billetterie. Les données recueillies sont traitées par le service statistique du ministère de la Culture (DEPS), dans le respect du secret statistique et des autres secrets prévus par la loi, garantissant leur anonymat et leur confidentialité.

Les établissements publics nationaux dont l'activité principale relève du spectacle vivant ainsi que toutes les structures labellisées ou conventionnées ont créé un compte sur la plateforme. Cet ensemble d'environ 400 établissements ne déclare pas encore régulièrement sa billetterie. Des relances sont effectuées à chaque échéance. Toutefois, un sous-ensemble de plus d'une centaine de structures a déclaré sa billetterie chaque mois (en dehors des périodes de confinement, de restriction de jauge ou de fermeture estivale). Ils constituent un « panel ». Celui-ci devrait fournir une première indication des évolutions enregistrées depuis 2019, des effets de la crise sanitaire et de la reprise de l'activité dans le secteur du spectacle vivant.

[AVG 5. Consolider l'offre de la statistique publique en données territoriales et AVG 4. Tirer profit des sources de données produites par le développement du numérique]

Enquête « à l'écoute des visiteurs »

Le DEPS assure la coordination et l'analyse de l'enquête par questionnaire auprès des visiteurs d'un échantillon de musées et monuments nationaux de plus de 50 lieux. Ce programme d'étude contribue à une connaissance générale des publics des établissements concernés et de leurs pratiques de visite, en fonction d'axes d'analyse variés : la situation de visite (de proximité ou touristique), le volume de fréquentation du lieu patrimonial, la nature des collections. Il permet de suivre l'évolution des publics des lieux patrimoniaux dans le temps et de mesurer la satisfaction qu'ils retirent de leur visite. Il

permet également à chaque établissement participant de se situer par rapport à l'ensemble de l'échantillon enquêté.

Une déclinaison de l'enquête est en cours d'élaboration sur quatre territoires ultramarins : Guadeloupe, Martinique, Guyane et La Réunion. Cette enquête est élaborée en collaboration avec les directions des affaires culturelles de ces territoires.

Enquête sur l'insertion des diplômes de l'enseignement supérieur culture (DESC)

L'enquête permet de retracer l'insertion sur le marché du travail des diplômés trois ans après leur sortie de l'école, ainsi que leurs conditions d'emploi (contrat de travail, statut d'emploi…). Cette enquête cible les établissements d'enseignement supérieur culture sous la tutelle du ministère de la Culture.

En 2022, le DEPS a opéré le renouvellement du questionnaire et des modalités de mise en œuvre de l'enquête, en vue d'un rapprochement avec les enquêtes Insertion professionnelle Licence pro et Master menées par la sous-direction des systèmes d'information et des études statistiques du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.

1.3 Autres travaux statistiques nouveaux ou rénovés

Système d'information sur le suivi des étudiants de l'enseignement supérieur (SISE Culture)

Afin de suivre le parcours de formation des étudiants depuis le baccalauréat jusqu'à la fin de leurs études supérieures, un système d'information sur le suivi des étudiants, SISE, a été mis en place en 2017 au DEPS avec le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche qui porte le dispositif SISE pour l'ensemble des personnes suivant une formation supérieure en France.

Le DEPS est en charge du dispositif dans le périmètre artistique et culturel, SISE-Culture. Ce dispositif recense l'ensemble des étudiants dans les écoles publiques et privées spécialisées dans l'enseignement artistique et culturel.

Le panorama 2021/2022 de l'enseignement supérieur à fait l'objet d'une diffusion interne, une synthèse de l'étude a été envoyée aux écoles participantes. Le DEPS a signé une convention de partage avec la sous-direction des Systèmes d'Information et des Études Statistiques(SIES) du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche pour obtenir les données SISE sur l'ensemble de l'enquête, afin de travailler à une publication sur les effectifs globaux des inscrits dans une formation artistique et culturelle. Ces données ont été reçues à l'automne 2022.

1.4 Création ou refonte d'un référentiel : répertoire, nomenclature, zonage

Base des lieux et des équipements culturels : basilic

Le DEPS a mobilisé l'ensemble des ressources disponibles pour établir et actualiser un référentiel partagé des équipements culturels maillant le territoire national.

En 2022, ont été réalisés la consolidation, l'enrichissement et la mise à jour de la base des lieux et équipements culturels en vue du versement des données dans la base des lieux ministérielle de l'alimentation du site Atlas numérique Culture des territoires (voir infra).

Un projet d'amélioration du géocodage de l'ensemble des lieux culturels a débuté en lien avec l'Insee afin, notamment, de permettre l'exploitation de données au niveau de l'Iris.

[AVG 5. Consolider l'offre de la statistique publique en données territoriales]

Refonte de la nomenclature statistique des activités Économiques dans la communauté européenne (NACE) et en France (NAF)

Le travail en réseau de l'Insee et des Services statistiques ministériels (SSM) permet à l'ensemble des producteurs de statistiques de définir et de partager les concepts et les nomenclatures pour comparer leurs statistiques tant au niveau national qu'international. L'Insee assure une coordination dans ce domaine, instituée par le décret de création de l'Institut en 1946. Les SSM participent aux travaux d'harmonisation des nomenclatures et des concepts et veillent à leur application dans leur ministère respectif. À ce titre, le DEPS participe aux discussions qui concernent le champ culturel dans le cadre de la refonte de la NACE et de la NAF. Il coordonne notamment les consultations menées auprès des différentes directions du ministère de la culture ainsi que des organisations professionnelles.

Participation du Deps au groupe d'experts d'Eurostat sur la définition et la mesure du champ culturel dans les statistiques nationales et européennes

Dans la continuité des travaux ESS-Net menés entre 2009 et 2011 sous l'égide d'Eurostat, un groupe d'experts est réuni afin de faire évoluer l'harmonisation européenne de la définition et de la mesure du périmètre européen de la culture à partir des codes de la NACE. Le DEPS représente la France en tant que SSM-Culture.

1.5 Création ou rénovation d'outils et de produits de diffusion

Atlas numérique Culture des territoires

L'Atlas est un outil numérique de cartographie et de datavisualisation dynamiques. Cet outil permet d'articuler un plus grand nombre d'indicateurs à des échelles territoriales fines afin de donner à voir de façon précise les disparités territoriales en matière d'offre et d'activités culturelles, ainsi que les politiques publiques mises en place pour en favoriser l'accès. Les données propres au champ culturel sont replacées dans leur contexte démographique, économique, touristique, etc.

En 2022, l'enrichissement du site internet s'est traduit par l'ajout de données de contexte (zonages) et de données culturelles (festivals, ville d'art et d'histoire, contrats territoire-lecture…) ; le développement d'un outil de datavisualisation ; la consolidation de la structure des jeux de données associées à l'Atlas, déposés en données ouvertes et sous API dans data.culture.gouv.fr et dans data.gouv.fr.

[AVG 2. Mesurer et analyser les inégalités dans leur diversité ; AVG 5. Consolider l'offre de la statistique publique en données territoriales ; AVG 7. Développer les appariements entre sources de données ; TRT 1. Mettre à disposition des indicateurs locaux pour l'action publique dans les territoires ; TRT 9. Mesurer l'accès aux équipements et services]

Plateforme « PANELS »

L'Ined, Elfe et le DEPS se sont associés pour créer une plateforme de soutien au traitement des données Elfe sur les sujets traitant de la socialisation culturelle. Cette plateforme est placée sous l'égide d'un comité scientifique composé de chercheurs et présidé par la cheffe du Département des études, de la prospective, des statistiques et de la documentation.

Durant l'année 2022, le DEPS a bénéficié du renfort d'un post-doctorant recruté sur un contrat via Panels.

Par ailleurs, toujours en 2022, Panels a lancé son premier appel à proposition de recherche, dont les propositions sont attendues avant la fin de l'année.

Plateforme de mise à disposition des recherches sur la socialisation et la médiation culturelle

Le DEPS et le Centre Georges Pompidou se sont associés pour créer une plateforme numérique de mise à disposition de résultats de recherche portant sur la socialisation et la médiation culturelle, à destination du grand public averti, des professionnels de la médiation, des étudiants ainsi que des chercheurs. Cette plateforme est hébergée par le Centre Pompidou et alimentée scientifiquement par le DEPS, en collaboration avec des universités partenaires pour chaque projet.

Cette année, elle héberge son deuxième projet, le colloque « Culture & Émotions », qui s'est tenu en mai 2022 et sera mis en ligne en fin d'année.

2. Appariements de données individuelles utilisant le CSNS en 2022

Sans objet

3. Principales publications de l'année 20212

Titre de la publication	Lien vers le site de diffusion	Avis de moyen terme du CNIS concernés, le cas échéant	
		Avis généraux (cf.annexe 1)	Avis de commission (cf. annexe 2)
Jörg Müller et Amandine Schreiber, Les sorties culturelles des Français après deux années de Covid-19, coll. « Culture Études », juillet 2022	https://www.culture.gouv.fr/Thematiques/Etudes-et-statistiques/Publications/Collections-de-synthese/Culture-etudes-2007-2022/Les-sorties-culturelles-des-Francais-apres-deux-annees-de-Covid-19-CE-2022-6		
K. Diter et S. Octobre, « Les enfants de moins de 6 ans et les écrans numériques : à chacun son rythme, d'après l'enquête Elfe», France, Portrait social	https://www.insee.fr/fr/statistiques/6535295?sommaire=6535307	**DQS 8. Suivre le développement du numérique et ses effets sociaux**	**DQS 3. Mieux connaître les conditions de vie de l'enfant**
L.Bourlès, Y. Nicolas , « Les ménages consacrent en moyenne 4% de leur budget annuel à l'achat de biens et services culturels » France, Portrait social	https://www.insee.fr/fr/statistiques/6535295?sommaire=6535307	**AVG 1. Améliorer la mesure de la qualité de la croissance**	
C. Zimmer, P. Lombardo, E. Millery, « Loisirs des villes, loisiers des champs : territoires et caractéristiques sociales	https://www.insee.fr/fr/statistiques/6535295?sommaire=6535307	**AVG 5. Consolider l'offre de la statistique publique en données**	

des personnes influent sur leurs loisirs sportifs et culturels » France, Portrait social		**territoriales**	
P. Lombardo , « 23 millions d'amateurs pratiquent une activité de loisir créatif, artistique ou scientifique en 2018 » France, Portrait social	https://www.insee.fr/fr/statistiques/6535295?sommaire=6535307		
A. Jonchery et S. Octobre (dir.), « L'Éducation artistique et culturelle : une utopie à l'épreuve des sciences sociales », coll. « Questions de culture » DEPS/Presses de Sciences Po, août 2022	https://www.culture.gouv.fr/Thematiques/Etudes-et-statistiques/Publications/Collections-d-ouvrages/Questions-de-culture-2000-2022/L-education-artistique-et-culturelle-une-utopie-a-l-epreuve-des-sciences-sociales	**DQS 3. Mieux connaître les conditions de vie de l'enfant**	
K.Hammou et M.Sonnette-Manouguian (dir), « 40 ans de musiques hip-hop en France », coll. « Questions de culture » DEPS/Presses de Sciences Po, juin 2022	https://www.culture.gouv.fr/Thematiques/Etudes-et-statistiques/Publications/Collections-d-ouvrages/Questions-de-culture-2000-2022/40-ans-de-musiques-hip-hop-en-France		
Chiffres-clés de la culture 2022	À paraître mi-décembre		
Observatoire de l'égalité femme-homme dans la culture et la communication	https://www.culture.gouv.fr/Thematiques/Etudes-et-statistiques/Publications/Collections-d-ouvrages/Observatoire-de-l-egalite-entre-femmes-et-hommes-dans-la-culture-et-la-communication/Observatoire-2022-de-l-egalite-entre-femmes-et-hommes-dans-la-culture-et-la-communication	**AVG 2. Mesurer et analyser les inégalités dans leur diversité**	
Nicolas Pietrzyk, « Le poids direct de la culture dans l'économie en 2020 »	https://www.culture.gouv.fr/Thematiques/Etudes-et-statistiques/Publications/Collections-de-synthese/Culture-chiffres-2007-2022/Le-poids-economique-direct-de-la-culture-en-2020-CC-2022-1#:~:text=Quel%20est%20le%20poids%20%C3%A9conomique,'ensemble%20de%20l'%C3%A9conomie.	**AVG 1. Améliorer la mesure de la qualité de la croissance**	
Notes trimestrielles d'analyse conjoncturelle des secteurs culturels	https://www.culture.gouv.fr/Thematiques/Etudes-et-statistiques/Publications/Collections-de-synthese/Note-de-conjoncture		

0. Éléments de contexte en 2022

L'année 2022 continue à être marquée par les travaux de suivi de la crise sanitaire notamment le suivi de l'activité de dépistage (pic Omicron janvier 2022) et de la protection vaccinale - des rappels notamment - face aux nouveaux variants et de son érosion au cours du temps. La 4e et dernière vague de l'enquête EpiCov menée avec l'Inserm et le concours de l'Insee et de Santé publique France a été collectée en 2022. De nombreuses publications documentent les effets sanitaires et sociaux de la crise (cf. tableau infra).

La Drees a vu le périmètre de ses missions évoluer en 2022.
D'une part, elle a accompagné le transfert du répertoire **FINESS** à l'agence du numérique en santé et d'autre part elle prépare le décommissionnement du répertoire **ADELI** en 2023 au profit du répertoire partagé des professions de santé.
A contrario, elle s'est vu confier de nouvelles missions.

Elle prépare la reprise de la production des statistiques de la **protection de l'enfance**, auparavant dévolue à l'Observatoire du même nom.

Elle pilote le projet de rénovation de la **production des statistiques médicales de causes de décès**, en lien étroit avec le CepiDC, au nom des administrations centrales concernées (DGS, Drees, DGRI et Insee). Ce projet fait suite aux recommandations du rapport conjoint d'avril 2021 de l'IGAS, de l'IGESR et de l'Inspection générale de l'Insee sur la production de ces statistiques. En 2022, la Drees a notamment réalisé des travaux d'imputation permettant de rattraper le retard de production des données sur des décès de 2018 et 2019 et contribué à l'analyse des spécificités de la mortalité en France en 2020.

Enfin, elle continue à mettre en œuvre la feuille de route ministérielle, en tant qu'administrateur des données, des algorithmes et des codes pour les ministères sociaux. Elle organise début 2023 une journée de la donnée.

La Drees est désormais présente sur les réseaux sociaux : elle a ouvert son compte twitter en octobre 2022 et ouvrira un compte LinkedIn début 2023.

1. Travaux en 2022

1.1 Enquêtes ponctuelles ou dont la périodicité est supérieure à 3 ans, refonte importante d'enquêtes régulières

Concernant le domaine social et médico-social

Échantillon interrégime de retraités 2020 (EIR – collecté tous les quatre ans) ; cet échantillon couvre aussi le champ de l'invalidité et cette nouvelle vague inclura, pour la première fois, les rentes d'incapacité permanente du risque AT-MP, permettant de combler ainsi une des « zones d'ombre » de la statistique publique ; en réponse à une demande du CNIS, la taille de l'échantillon a été sensiblement augmentée, afin de permettre des analyses sur des populations particulières plus petites. Sa collecte, entamée en 2020 se poursuivra jusqu'en 2023 [avis moyen terme du Cnis : **DQS1, SERPU3**]

Enquêtes Autonomie : les volets « personnes résidant en ménages » et « aidants de personnes résidant en ménage » ont été collectés en 2022. [avis moyen terme du Cnis : **DQS1, DQS2**]

Enquête ES-PE : une nouvelle vague de l'enquête quadriennale auprès des établissements et services de la protection de l'enfance a été réalisée. [avis moyen terme du Cnis : **DQS3**]

Enquête auprès des écoles de formation aux professions du social – Volet Étudiants

Le volet Établissements de l'enquête Écoles sur les formations aux professions du social s'est déroulée tout au long de l'année. Outre un questionnaire « socle », elle inclut un module thématique sur l'attractivité des métiers et l'impact de la crise sanitaire.

Enquête mini ES-DS : une collecte sur un petit échantillon de l'enquête sur les établissements pour les adultes et familles en difficultés sociales a été réalisée dans le cadre du test préparatoire à une future nouvelle vague de l'enquête 'Sans domicile' [avis moyen terme du Cnis : **DQS5**].

***L'instruction a été engagée en outre pour plusieurs opérations dont la collecte aura lieu dans les années ultérieures* :**

Enquêtes Autonomies : outre les volets traditionnels sur les établissements accueillant des personnes handicapées ou âgées, trois volets spécifiques seront pour la première fois préparés auprès des personnes en prison, dans les établissements de santé mentale, et dans les établissements de la protection de l'enfance (collecte en 2023 et 2024) [avis moyen terme du Cnis : **DQS1, DQS2**].

Enquête ES-H une nouvelle vague de l'enquête quadriennale auprès des établissements et services pour les adultes et enfants handicapés (enquête **ES-H,** portant sur la situation en 2022 et collectée en 2023) [avis moyen terme du Cnis : **DQS1**].

Échantillon interrégime des cotisants 2021 : la préparation de la vague 2021 de ce dispositif quadriennal a débuté fin 2020, dans le contexte de montée en charge du répertoire de gestion des répertoires uniques, qui modifie les systèmes d'informations de certaines caisses de retraite. En 2022, la DREES a rencontré les caisses contributrices pour préciser ce qui était attendu d'elles et prévenir les éventuelles difficultés. L'intégration de données sur la pénibilité est étudiée.

<u>Concernant le domaine sanitaire</u>

Plusieurs opérations pluriannuelles ont fait l'objet d'une collecte en 2022 :

Enquête EPICOV : Dans le contexte du premier confinement, la Drees et l'Inserm, en collaboration avec l'Insee et Santé publique France, ont mis en place une importante enquête en population générale permettant à la fois de suivre la contamination par le Covid grâce à des prélèvements sanguins et d'appréhender les conséquences des confinements et des mesures sanitaires sur les modes de vie grâce à un questionnaire administré par téléphone ou sur internet. Cette enquête est réalisée par vagues : la première en mai 2020, la deuxième en novembre 2020, la troisième mi-2021 avec un focus sur la santé mentale. Une quatrième vague a été collectée à l'automne 2022, avec de nouveau un volet « sérologie » des individus (qui n'avait pas eu lieu pour la 3e vague). Elle comprend aussi notamment des questions sur la santé mentale et sur les symptômes post-infection, pour essayer d'éclairer le sujet des « covid longs ». Cette dernière vague d'enquête fait aussi l'objet d'une ré-interrogation des non-répondants des vagues antérieures. Cette enquête, réalisée sur un très gros échantillon (135 000 répondants en vague 1), est représentative au niveau départemental.

L'instruction de plusieurs opérations dont la collecte aura lieu dans les années ultérieures a été menée.

Enquête nationale sur les structures des urgences hospitalières 2023 (ENSU 2023) : la précédente édition de l'ENSU a été collectée en 2013, avec des taux de réponse proches de l'exhaustivité, aussi bien pour le questionnaire Structure que pour le questionnaire Patient. L'objectif général de l'enquête est la connaissance du dispositif de prise en charge des urgences au travers de l'organisation des structures d'urgences et de la description des patients et de leur parcours de soin. La Drees a relancé les travaux en 2021 pour préparer une nouvelle collecte en 2023 avec la mise en place d'un comité de pilotage et de groupes de travail avec les urgentistes. Les grandes lignes méthodologiques de l'ENSU 2013 ont été conservées. En 2022, les travaux ont bien progressé : l'enquête a obtenu auprès du Cnis l'avis d'opportunité en mars et les échanges avec la Cnil ont permis de confirmer que le nouveau régime dérogatoire dont bénéficie la Drees s'applique, et qu'il n'est plus nécessaire de déposer une demande d'autorisation. Un premier test a été conduit en octobre auprès d'une trentaine d'établissements, dont les résultats seront présentés lors du passage au Comité du Label programmé pour février 2023.

Enquêtes de santé en milieu scolaire : En 2022 la Drees et l'OFDT ont étudié la possibilité d'un rapprochement entre les enquêtes de santé scolaire et EnClass pour la classe de sixième. Ce nouveau dispositif se substituerait à l'enquête habituellement réalisée en CM2 et pourrait être mis en place à l'occasion du millésime 2024 d'EnClass. Les questionnaires des deux enquêtes seront harmonisés et complémentaires, les terrains des deux opérations se dérouleront au cours de la même année scolaire en 2023-2024 sur des échantillons disjoints. La réalisation de l'enquête Drees reste cependant conditionnelle à la mobilisation des infirmières scolaires (le test n'a pas pu être réalisé en 2022).
[avis moyen terme du Cnis : **DQS3**]

EHIS : les travaux préparatoires au millésime 2025, maintenant sous règlement européen, sont en cours.

1.2 Exploitations nouvelles de fichiers administratifs ou de sources privées, visant à créer des données statistiques non existantes ou se substituant à des enquêtes Refonte ou évolution importante de système d'information statistique existant

<u>Concernant le domaine social</u>

Après une importante phase de préparation en 2020 et 2021, la première vague des remontées d'informations sur l'accompagnement et l'insertion des bénéficiaires du RSA, à partir des fichiers administratifs des conseils départementaux, de la Cnaf et de Pôle Emploi (projet « **RI-insertion** ») est entrée en production en fin d'année 2021 et la collecte s'est poursuivie pendant l'année 2022. Cette première vague de collecte portera sur les années 2017 à 2020. La vague suivante aura lieu en 2023 sur les années 2021 et 2022, puis la collecte sera menée à pas annuel. Ces données seront, entre autres, appariées au panel annuel Eniacrams de la Drees sur les parcours dans les minima sociaux.
[Avis moyen terme du Cnis : **EQRT2**]

La collecte des **remontées individuelles sur l'autonomie** (**RI-autonomie**) a commencé fin 2022. Cette base vise à rassembler l'information individuelle sur toutes les prestations versées au titre du handicap, de la perte d'autonomie ou de l'invalidité, notamment par les conseils départementaux, la Cnam et la Cnaf. Elle prendra la suite des opérations de remontées individuelles déjà réalisées par la Drees par le passé pour certaines prestations, mais visera cette fois-ci une couverture plus globale. Les RI-autonomie constitueront, entre autres, le volet « données administratives » du dispositif d'enquêtes Autonomie.
[Avis moyen terme du Cnis : **DQS1, DQS2**]

La Drees a préparé en 2022 la reprise, prévue en 2023, de la mission de produire les données **OLINPE** à partir des données administratives des conseils départementaux.
[Avis moyen terme du Cnis : **DQS3**]

Des appariements de données ont également été réalisés en 2022, grâce notamment à la mise en production par l'Insee du premier volet du projet « code statistique non signifiant » (cf.Infra).

La Drees a investi en 2022 dans l'expertise de Fidéli, afin notamment d'identifier des personnes résidant dans les établissements pour personnes âgées.

La Drees a enfin mené une refonte du questionnaire de son enquête administrative auprès des services de protection maternelle et infantile des départements (volet « PMI » de l'enquête Aide sociale).

Le non-recours aux prestations sociales est un axe de travail important de la Drees. En 2022, trois travaux relatifs à ce sujet ont été publiés : une évaluation du non-recours au minimum vieillesse, à partir des EIR 2012 et 2016, une évaluation du non-recours au RSA[1] à partir de l'ERFS, et une comparaison internationale sur la mesure du non-recours. L'enrichissement de l'enquête sur les revenus fiscaux et sociaux (ERFS) avec les données du dispositif ressources mensuelles (DRM) de la Cnaf, avec le concours de l'Insee et la Cnav est en cours. Il concourra également à améliorer la connaissance sur le non-recours à la prime d'activité, qui ne peut être correctement appréhendé sans données infra annuelles. Les 1ères exploitations auront lieu en 2023.
[Avis moyen terme du Cnis : **SERPU2**]

<u>Concernant le domaine Santé :</u>

Base Restes à charge [RAC 2018]: elle permet d'étudier les montants restant à charge de chaque ménage ayant consommé des soins dans l'année, après assurance maladie obligatoire. La création en 2022 de la base RAC 2018 à partir des données du système national des données de santé (SNDS) a demandé un important travail méthodologique : en effet, les données reçues étaient celles du datamart de consommation inter-régimes (DCIR) et non plus du DCIR-simplifié, ce qui a amené à faire une première étape de reconstitution de la base simplifiée. Par ailleurs un travail sur les variables de localisation a été fait pour en améliorer la qualité, permettant de faire des études sur les disparités géographiques en 2023.

La Drees a produit un nouveau millésime de **l'EDP-santé**. Plusieurs exploitations ont été réalisées, permettant d'éclairer notamment les inégalités sociales de santé, qu'il s'agisse de maladies chroniques ou de prise en charge de l'AVC. La Drees a de plus avancé sur l'ouverture de ces données, avec une documentation à destination des chercheurs qui souhaiteraient faire les démarches pour y accéder.
[Avis moyen terme du Cnis : **AVG2, EDD8**]

Appariement Insee-Cnam-DGFiP 2021 : réalisé tous les 3 ans depuis 2005, cet appariement associe à chaque professionnel de santé libéral des données relatives à son activité – fournies par la Caisse national de l'assurance maladie (Cnam) – et des données relatives à ses différents types de revenus, issues de la déclaration d'imposition sur le revenu et fournies par la Direction générale des finances publiques (DGFiP). Du fait de la crise sanitaire, le prochain millésime a été décalé d'un an et portera sur 2021. Par rapport aux précédents appariements, cette base de données intégrera l'ensemble des médecins, sages-femmes, infirmiers et masseurs-kinésithérapeutes inscrits au RPPS, et plus uniquement les libéraux, afin de pouvoir comparer les revenus des professionnels de santé libéraux (ou en exercice mixte) à ceux des salariés. L'année 2022 a été consacrée à la préparation de cet appariement (demande d'avis du CESREES[2] et autorisation de la CNIL[3])

La Drees pilote le projet de rénovation de la **production des statistiques médicales de causes de décès**, en lien étroit avec le CepiDC[4], au nom des administrations centrales concernées (DGS, Drees, DGRI et Insee. Ce projet fait suite aux recommandations du rapport conjoint d'avril 2021 de l'Igas[5], de

1Revenu de solidarité active

2Comité éthique et scientifique pour les recherches, les études et les évaluations dans le domaine de la santé

3Commission nationale de l'informatique et des libertés

4Centre d'épidémiologie sur les causes médicales de décès

5Inspection générale des affaires sociales

l'IGESR[6] et de l'Inspection générale de l'Insee sur la production de ces statistiques). En 2022, la Drees a notamment réalisé des travaux d'imputation permettant de rattraper le retard de production des données sur des décès de 2018 et 2019 et contribué à l'analyse des spécificités de la mortalité en France en 2020.

1.3 Autres travaux statistiques nouveaux ou rénovés

La Drees réalise et publie chaque année les comptes nationaux de la santé et les comptes de la protection sociale, qui constituent deux comptes satellites de la comptabilité nationale. Elle participe au changement de base des comptes nationaux, dont celui de l'action sociale, qui vise à modifier le champ des organismes pris en compte dans les comptes de la protection sociale.

1.4 Création ou refonte d'un référentiel : répertoire, nomenclature, zonage

La Drees a accompagné le transfert du répertoire Finess à l'agence du numérique en santé. D'autre part, elle prépare le décommissionnement du répertoire Adeli en 2023 au profit du répertoire partagé des professions de santé.

1.5 Création ou rénovation d'outils et de produits de diffusion

Pour assurer plus largement la diffusion de ses travaux et valoriser des chiffres en lien avec l'actualité, la Drees s'est lancée sur les réseaux sociaux avec la création d'un compte sur Twitter en octobre 2022.

Au-delà de relayer ses études et analyses, la Drees se sert également de ces canaux de communication pour :

- informer sur le lancement de collecte d'enquêtes (pour favoriser le taux de réponses des enquêtés),
- rappeler son rôle et ses missions (communication institutionnelle),
- informer sur l'organisation d'événements (annonces, photos, compte-rendu).

Au bout d'un mois de présence, la Drees compte 1 240 abonnés (journalistes, enseignants, chercheurs, médecins, organismes évoluant sur ses périmètres, institutions…) et totalise 95,1 k impressions (nombre de fois que des utilisateurs ont vu les tweets). Les posts de la Drees sont désormais régulièrement partagés par le compte du ministère (de la Santé essentiellement), ce qui n'était pas le cas auparavant lorsque des propositions de message leur étaient soumises.

La Drees a par ailleurs lancé une nouvelle collection destinée aux publications méthodologiques : *Drees Méthodes*, afin de distinguer ces publications, destinées à un public spécifique, du reste de la production.

La Drees poursuit ses investissements dans les outils de datavisualisation du marché (OpendatasSoft, DigDasch) ou par des développements à façon pour élargir son audience et valoriser ses données. Un travail spécifique a ainsi été mené en partenariat avec les conseils départementaux afin de développer de nouveaux outils de diffusion (outils interactifs, data visualisation, etc.), adaptés à leurs besoins pour le pilotage des aides sociales dont ils ont la charge. L'outil de visualisation VILAS a été mis en ligne en fin d'année
[Avis moyen terme du Cnis : **TRT1**]

6Inspection générale de l'éducation, du sport et de la recherche

En 2022, la Drees a développé une application de data visualisation des statistiques détaillées du recours aux soins, des dépenses de santé, et des restes à charge après assurance maladie obligatoire, par grands postes de soins en ville et à l'hôpital pour l'ensemble des assurés, avec des déclinaisons selon l'âge, le sexe et la présence d'une affection de longue durée.

Enfin, la Drees a organisé trois colloques pour valoriser ses travaux et ceux qu'elle finance : le 10 mai pour fêter les 40 ans de sa mission recherche (MIRE), le 4 octobre avec la Dares sur le travail de plateformes et les usages de la protection sociale et le 13 décembre sur le non-recours aux prestations sociales.

2. Appariements de données individuelles utilisant le CSNS en 2022

Nom et finalité du dispositif final	**Fichier 1**		**Fichier 2**		**Champ du fichier résultant de l'appariement**
	Nom du fichier	**Propriétaire**	**Nom du fichier**	**Propriétaire**	
Appariement EIR-ENIACRAMS Etudier le passage à la retraite des bénéficiaires de minima sociaux et des personnes qui ne valident pas de trimestre. Étudier les parcours passés des personnes qui entrent au minimum vieillesse dès le début de leur période de retraite.	EIR 2016 et 2020	Drees	ENIACRAMS	Drees	Intersection du champ
Appariement EIC-ENIACRAMS Analyser les carrières et les droits acquis des bénéficiaires des minima sociaux et de la prime d'activité. Analyse les « trous de carrières » des affiliés (correspondent-elles à des périodes de perception d'une autre prestation?). Analyse les déroulés de carrière (emploi et chômage) préalable à l'entrée dans les minima sociaux.	EIC 2017	Drees	ENIACRAMS	Drees	Intersection du champ

3. Principales publications de l'année 2022

Titre de la publication	Lien vers le site de diffusion	Avis de moyen terme du CNIS concernés, le cas échéant	
		Avis généraux (cf.annexe 1)	Avis de commission (cf. annexe 2)
Un médecin généraliste sur deux est confronté à des problèmes d'antibiorésistance	Un médecin généraliste sur deux est confronté à des problèmes d'antibiorésistance Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (solidarites-sante.gouv.fr)		
Aide alimentaire : une fréquentation accrue des centres de distribution dans les grandes villes les plus exposées à la pauvreté début 2021	Aide alimentaire : une fréquentation accrue des centres de distribution dans les grandes villes les plus exposées à la pauvreté début 2021 | Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (solidarites-sante.gouv.fr)		DQS6
En France, les AVC sont plus fréquents, plus graves et moins souvent pris en charge en unité spécialisée pour les personnes les plus modestes	En France, les AVC sont plus fréquents, plus graves et moins souvent pris en charge en unité spécialisée pour les personnes les plus modestes | Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (solidarites-sante.gouv.fr)		
Mesurer régulièrement le non-recours au RSA et à la prime d'activité : méthode et résultats	Mesurer régulièrement le non-recours au RSA et à la prime d'activité : méthode et résultats | Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (solidarites-sante.gouv.fr)		SERPU2
L'assurance maladie publique contribue fortement à la réduction des inégalités de revenu	L'assurance maladie publique contribue fortement à la réduction des inégalités de revenu | Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (solidarites-sante.gouv.fr)		
Prématurité : une légère baisse pendant le premier confinement de 2020 dans les départements de moindre circulation du virus	Prématurité : une légère baisse pendant le premier confinement de 2020 dans les départements de moindre circulation du virus | Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (solidarites-sante.gouv.fr)		
Recours à la vaccination contre le Covid- 19 : de fortes disparités sociales	Recours à la vaccination contre le Covid-19 : de fortes disparités sociales | Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (solidarites-sante.gouv.fr)		
Fonds d'aide aux jeunes en 2020 : un nombre de bénéficiaires encore en baisse, mais dont le profil et les besoins ont changé	Fonds d'aide aux jeunes en 2020 : un nombre de bénéficiaires encore en baisse, mais dont le profil et les besoins ont changé | Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (solidarites-sante.gouv.fr)		DQS6

La revalorisation du bonus individuel en 2019 a fortement élargi le champ des bénéficiaires de la prime d'activité	La revalorisation du bonus individuel en 2019 a fortement élargi le champ des bénéficiaires de la prime d'activité | Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (solidarites-sante.gouv.fr)		
Quantifier le non-recours aux minima sociaux en Europe - Un phénomène d'ampleur qui peine à susciter le débat	Quantifier le non-recours aux minima sociaux en Europe - Un phénomène d'ampleur qui peine à susciter le débat | Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (solidarites-sante.gouv.fr)	AVG6	SERPU2
Enquête auprès des organismes offrant une couverture complémentaire 2019 - Analyse des changements méthodologiques, révisions des années antérieures et premiers résultats	Enquête auprès des organismes offrant une couverture complémentaire 2019 - Analyse des changements méthodologiques, révisions des années antérieures et premiers résultats | Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (solidarites-sante.gouv.fr)		
Caractéristiques socio-économiques des individus aux formes sévères de Covid-19 au fil des vagues épidémiques - Exploitation d'un appariement de données d'hospitalisation (SI-VIC) et de données socio-économiques (Fidéli)	Caractéristiques socio-économiques des individus aux formes sévères de Covid-19 au fil des vagues épidémiques - Exploitation d'un appariement de données d'hospitalisation (SI-VIC) et de données socio-économiques (Fidéli) | Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (solidarites-sante.gouv.fr)		
Covid-19 : prise en charge des patients en soins critiques au cours des trois premières vagues de l'épidémie	Covid-19 : prise en charge des patients en soins critiques au cours des trois premières vagues de l'épidémie | Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (solidarites-sante.gouv.fr)		
Protection maternelle et infantile (PMI) : un recul de l'activité et une forte baisse des effectifs de médecins entre 2016 et 2019	Protection maternelle et infantile (PMI) : un recul de l'activité et une forte baisse des effectifs de médecins entre 2016 et 2019 | Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (solidarites-sante.gouv.fr)		
Un attachement accru des Français au modèle social fin 2020 durant la crise sanitaire	Un attachement accru des Français au modèle social fin 2020 durant la crise sanitaire | Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (solidarites-sante.gouv.fr)		
Protection maternelle et infantile (PMI) : un recul de l'activité et une forte baisse des effectifs de médecins entre 2016 et 2019	Protection maternelle et infantile (PMI) : un recul de l'activité et une forte baisse des effectifs de médecins entre 2016 et 2019 | Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (solidarites-sante.gouv.fr)		
Un attachement accru des Français au modèle social fin 2020 durant la crise sanitaire	Un attachement accru des Français au modèle social fin 2020 durant la crise sanitaire | Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (solidarites-sante.gouv.fr)		

Près de 170 000 enfants et adolescents handicapés sont accompagnés dans des structures dédiées fin 2018	Près de 170 000 enfants et adolescents handicapés sont accompagnés dans des structures dédiées fin 2018 | Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (solidarites-sante.gouv.fr)		DQS3
25 000 jeunes accompagnés par les structures pour enfants et adolescents handicapés sont bénéficiaires de l'aide sociale à l'enfance	25 000 jeunes accompagnés par les structures pour enfants et adolescents handicapés sont bénéficiaires de l'aide sociale à l'enfance | Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (solidarites-sante.gouv.fr)		
Quatre fois moins d'entrées à l'hôpital lors de la quatrième vague de Covid-19 que lors de la troisième	Quatre fois moins d'entrées à l'hôpital lors de la quatrième vague de Covid-19 que lors de la troisième | Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (solidarites-sante.gouv.fr)		
Les retraités et les retraites – édition 2022	Les retraités et les retraites – édition 2022 | Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (solidarites-sante.gouv.fr)		
Fin 2018, un bénéficiaire de minima sociaux sur six n'avait pas de complémentaire santé	Fin 2018, un bénéficiaire de minima sociaux sur six n'avait pas de complémentaire santé | Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (solidarites-sante.gouv.fr)		
Le non-recours au minimum vieillesse des personnes seules	Le non-recours au minimum vieillesse des personnes seules | Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (solidarites-sante.gouv.fr)		SERPU2
Santé mentale : une amélioration chez les jeunes en juillet 2021 par rapport à 2020 mais des inégalités sociales persistantes	Santé mentale : une amélioration chez les jeunes en juillet 2021 par rapport à 2020 mais des inégalités sociales persistantes | Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (solidarites-sante.gouv.fr)		
L'opinion des Français sur les inégalités reflète-t-elle leur position sur l'échelle des revenus ?	L'opinion des Français sur les inégalités reflète-t-elle leur position sur l'échelle des revenus ? | Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (solidarites-sante.gouv.fr)		
La sociabilité et l'isolement social des seniors	La sociabilité et l'isolement social des seniors | Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (solidarites-sante.gouv.fr)		
A l'hôpital, la surcharge de travail a touché l'ensemble des familles professionnelles	A l'hôpital, la surcharge de travail a touché l'ensemble des familles professionnelles | Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (solidarites-sante.gouv.fr)		
«100 % santé » : fin 2021, un peu plus de la moitié des Français en ont entendu parler	«100 % santé » : fin 2021, un peu plus de la moitié des Français en ont entendu parler | Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (solidarites-sante.gouv.fr)		

Des résidents de plus en plus âgés et dépendants dans les établissements d'hébergement pour personnes âgées	Des résidents de plus en plus âgés et dépendants dans les établissements d'hébergement pour personnes âgées | Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (solidarites-sante.gouv.fr)		DQS2
Aides à l'autonomie des personnes âgées : qui paie quoi ? - L'apport du modèle Autonomix – Résultats 2019	Aides à l'autonomie des personnes âgées : qui paie quoi ? - L'apport du modèle Autonomix – Résultats 2019 | Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (solidarites-sante.gouv.fr)		DQS2
Dépenses de santé en Europe : une forte hausse en 2020 sous l'effet de la pandémie de Covid-19	Dépense de santé en Europe : une forte hausse en 2020 sous l'effet de la pandémie de Covid-19	AVG6	
Les dépenses de santé en 2021 – Résultats des comptes de la santé	Les dépenses de santé en 2021 – édition 2022 - Résultats des comptes de la santé	AVG6	
La base ARES : agrégats régionaux sur les établissements de santé - Méthodologie de constructions de séries régionales de la SAE depuis 2013	La base ARES : agrégats régionaux sur les établissements de santé - Méthodologie de constructions de séries régionales de la SAE depuis 2013 | Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (solidarites-sante.gouv.fr)		
Les établissements de santé - édition 2022	Les établissements de santé - édition 2022 | Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (solidarites-sante.gouv.fr)		
La situation économique et financière des établissements de santé en 2020	La situation économique et financière des établissements de santé en 2020 | Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (solidarites-sante.gouv.fr)		
Apprécier la situation économique des établissements de santé	Apprécier la situation économique des établissements de santé | Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (solidarites-sante.gouv.fr)		
Impact des assurances complémentaires santé et des aides socio-fiscales à leur souscription sur les inégalités de niveau de vie	Impact des assurances complémentaires santé et des aides socio-fiscales à leur souscription sur les inégalités de niveau de vie | Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (solidarites-sante.gouv.fr)		
Les dépenses de santé en 2021 – édition 2022 - Résultats des comptes de la santé	Les dépenses de santé en 2021 – édition 2022 - Résultats des comptes de la santé | Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (solidarites-sante.gouv.fr)		
L'état de santé de la population en France à l'aune des inégalités sociales	L'état de santé de la population en France à l'aune des inégalités sociales | Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (solidarites-sante.gouv.fr)		
Interruptions volontaires de grossesse : la baisse des taux de recours se poursuit chez les plus jeunes en 2021	Interruptions volontaires de grossesse : la baisse des taux de recours se poursuit chez les plus jeunes en 2021 | Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (solidarites-sante.gouv.fr)		

En léger recul en 2021, les capacités d'accueil en réanimation restent supérieures de 10 % à leur niveau de fin 2019	En léger recul en 2021, les capacités d'accueil en réanimation restent supérieures de 10 % à leur niveau de fin 2019 | Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (solidarites-sante.gouv.fr)		
Minima sociaux et prestations sociales - Ménages aux revenus modestes et redistribution - Édition 2022	Minima sociaux et prestations sociales - Ménages aux revenus modestes et redistribution - Édition 2022 | Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (solidarites-sante.gouv.fr)		
Les maladies chroniques touchent plus souvent les personnes modestes et réduisent davantage leur espérance de vie	Les maladies chroniques touchent plus souvent les personnes modestes et réduisent davantage leur espérance de vie | Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (solidarites-sante.gouv.fr)		
Covid-19 et mortalité : les chiffres disponibles et leurs usages	Covid-19 et mortalité : les chiffres disponibles et leurs usages | Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (solidarites-sante.gouv.fr)		
Les taux de personnes vaccinées et non vaccinées contre le Covid-19 en France - Comparaison des indicateurs en open data et tentative d'estimation	Les taux de personnes vaccinées et non vaccinées contre le Covid-19 en France - Comparaison des indicateurs en open data et tentative d'estimation | Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (solidarites-sante.gouv.fr)		
Quatre médecins généralistes sur dix exercent dans un cabinet pluriprofessionnel en 2022	Quatre médecins généralistes sur dix exercent dans un cabinet pluriprofessionnel en 2022 | Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (solidarites-sante.gouv.fr)		
Un médecin généraliste sur six assure lui-même son secrétariat en 2022	Un médecin généraliste sur six assure lui-même son secrétariat en 2022 | Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (solidarites-sante.gouv.fr)		
Enquête santé européenne (EHIS) 2019 : Bilan méthodologique - France métropolitaine et DROM	Enquête santé européenne (EHIS) 2019 : Bilan méthodologique - France métropolitaine et DROM | Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (solidarites-sante.gouv.fr)		
312 000 personnes sont accompagnées dans les établissements et services médico-sociaux pour adultes handicapés fin 2018	https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/sites/default/files/2022-11/ER1247.pdf		
Deux tiers des adultes handicapés accompagnés par des structures dédiées bénéficient d'une protection juridique fin 2018	https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/publications/etudes-et-resultats/deux-tiers-des-adultes-handicapes-accompagnes-par-des-structures		
Covid-19 : profils et trajectoires de prise en charge des patients après leur sortie de soins critiques	https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/sites/default/files/2022-12/ER1248.pdf		

Sept téléconsultations de médecine générale sur dix concernent en 2021 des patients des grands pôles urbains	https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/publications-communique-de-presse/etudes-et-resultats/sept-teleconsultations-de-medecine-generale		
Dépenses de santé et restes à charge : pour une meilleure visibilité de leur variabilité et des enjeux du système d'assurance	https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/publications-communique-de-presse/etudes-et-resultats/plus-les-depenses-de-sante-sont-importantes		
La protection sociale en France et en Europe en 2020 – Résultats des comptes de la protection sociale	https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/publications-communique-de-presse/panoramas-de-la-drees/la-protection-sociale-en-france-et-en	AVG6	
Le Covid, troisième cause de décès en 2020 en France, alors que les autres grandes causes de décès baissent	https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/publications-communique-de-presse/etudes-et-resultats/covid-19-troisieme-cause-de-deces-en-france		

0. Éléments de contexte en 2022

Dès le début de la guerre en Ukraine, des transmissions de données hebdomadaires et mensuelles ont été mises en place par le DSED à la demande d'Eurostat et de l'Agence européenne de l'asile.

Elles portent sur les stocks et les flux d'autorisations provisoires de séjour (titre de séjour spécifique qui n'était plus utilisé et qui a été réactivé à la demande de l'Union européenne à l'occasion de l'afflux de migrants ukrainiens).

1. Travaux en 2022

1.1 Enquêtes ponctuelles ou dont la périodicité est supérieure à 3 ans, refonte importante d'enquêtes régulières

Enquête Longitudinale sur l'Intégration des Primo-Arrivants (Elipa 2, 3e Vague)

L'enquête Elipa réalisée en 2010, 2011 et 2013 a été la première opération scientifique permettant un suivi de cohorte en trois vagues de primo-arrivants auxquels venait d'être délivré un premier titre de séjour, hors motif étudiants et ayant signé un contrat d'accueil et d'intégration.

L'enquête Elipa 2, sur le modèle de la première édition de l'enquête, opère un élargissement du dispositif sur les détenteurs d'un premier titre de séjour d'une durée d'au moins un an (hors motif étudiant) obtenu en 2018, qu'ils aient signé ou non un contrat d'intégration. La collecte d'Elipa 2 se déroule également en trois vagues : 2019, 2020 et 2022.

Les tests terrains, la collecte, l'apurement, les redressements et la documentation de la 3e vague d'Elipa 2 se sont déroulés sur l'ensemble de l'année 2022. Le questionnaire de cette dernière vague inclut un module exclusivement dédié à l'impact de la crise Covid sur le quotidien des primo-arrivants. La collecte en face à face de l'enquête s'est déroulée de mars 2022 à fin juin 2022. Le taux de réponse de la 3e vague excède 80 % (pour 4 053 répondants).

À des fins d'enrichissement, chaque vague d'Elipa 2 est appareillée avec :

- les données de l'applicatif de gestion des ressortissants étrangers en France, pour compléter l'enquête des motifs des titres de séjour délivrés et de quels types de documents les étrangers disposent. L'appariement a été réalisé par le DSED ;
- les bases d'adresses de l'Insee, pour disposer des zonages d'études (iris, EPCI, zone d'emploi, aires urbaines, etc.) correspondant au lieu de vie de chaque répondant. L'appariement a été réalisé par la division statistiques et analyses urbaines de la direction générale de l'Insee ;
- les nomenclatures de PCS, afin d'associer à chaque PCS renseignée dans un champ libre dans Elipa à un libellé clair de la nomenclature. L'association est réalisée par le Pôle d'expertise et de reprise PCS de la direction régionale de l'Insee en Bourgogne Franche-Comté.

L'année 2022 a été également consacrée aux exploitations de la 2e vague d'Elipa 2. Deux d'entre elles ont fait l'objet d'une étude publiée : sur le parcours administratif des primo-arrivants et sur l'évolution de leur activité professionnelle.

1.2 Exploitations nouvelles de fichiers administratifs ou de sources privées, visant à créer des données statistiques non existantes ou se substituant à des enquêtes Refonte ou évolution importante de système d'information statistique existant

La rénovation du système de gestion de la présence étrangère en France (Administration Numérique

des Etrangers en France -ANEF-) engendre une modification en profondeur des systèmes d'informations administratives afférents, qui devrait s'étaler jusqu'en 2022-2023. Le DSED pilote ces travaux qui sont menés en collaboration étroite avec les directions métiers de la DGEF, les informaticiens du ministère ainsi que plusieurs prestataires intervenant sur diverses parties de l'ANEF.

- En 2021, le DSED a abouti sur une partie du projet « Analytics » :
  - les statistiques sur les demandes d'asile sont maintenant produites par le novel outil
  - Les statistiques relatives aux titres de séjour, à partir des fichiers complet (AGDREF), sont en phase de l'être. Les travaux ont mis en lumière un besoin d'harminisation des procédures existantes qui s'es trévélé plus chronophage que prévu
  - Les domaines de l'acquisition de la nationalité et des éloignements sont pas encore couvert par l'outil ANEF, ou alors très partiellement (dépôts de dossier d'acquisition), les statistiques ne peuvent pas en être extraits.

  Le DSED a consacré des moyens importants à la modification de ses chaînes de traitement des données administratives dans ces différents domaines. Les données obtenues seront maintenant mieux maîtrisées, harmonisées et plus fiables. Côté statistiques, les indicateurs gagnent ainsi en robustesse et en régularité.

  Le pilotage de l'activité est amélioré, notamment grâce à de nouveaux outils d'interrogation conçus pour répondre aux besoins des métiers et des préfectures. Certains de ces outils, actuellement disponibles en centrale pour les directions métiers, ont été déployés en prefecture en 2021, les autres le seront courant 2022.

La modification du règlement d'Eurostat portant sur les statistiques de l'immigration augmente le nombre, la finesse de désagrégation et la fréquence des indicateurs à transmettre, notamment sur l'asile, mais aussi sur le séjour. Le nouveau système d'information a été utilisé à travers Analytics en 2021 pour le deomaine Asile, il le sera dès 2022 pour les titres de séjour.

En attendant, les chaînes de traitement actuelles ont été adaptées en 2021. Deux dérogations ont été demandées et obtenues sur des sujets pour lesquels les enquêtes actuelles ne permettent pas de répondre.

1.3 Autres travaux statistiques nouveaux ou rénovés

Un nouveau tableau de bord destiné aux préfets sur les thèmes du séjour et de l'asile a été conçu par le DSED, en lien avec les directions de l'Immigration et de l'Asile et avec quelques préfectures.

Sa production et sa diffusion sont réalisées par les outils d'Analytics et automatisées.

Dans l'ensemble des productions du DSED sur l'asile, le champ a été élargi pour inclure les mineurs. La plupart des indicateurs diffusés jusqu'en 2021 ne concernait que les majeurs car les sources (notamment Ofpra) n'étaient pas exhaustives sur les mineurs. Elles le sont désormais. Les travaux se poursuivront en 2023 pour assurer la comparabilité des données reçues de l'Ofpra et celles issues du système d'information de la DGEF sur les mineurs demandeurs d'asile afin de permettre la diffusion de données détaillées sur le sujet.

Un nouvel indicateur qui vise à rendre compte du taux de protection internationale en première et seconde instance accordé par la France a été conçu et publié. Baptisé taux synthétique de protection, celui-ci permet de s'affranchir des biais liés aux décalages temporels entre l'examen d'une demande d'asile en première et en deuxième instances.

L'élaboration des indicateurs destinés à Eurostat et à nos publications statistiques régulières est progressivement automatisée dans le cadre d'Analytics. La plupart des indicateurs du champ du séjour, de l'asile, de l'éloignement et des visas est couverte, le reste sera fait en 2023

1.4 Création ou refonte d'un référentiel : répertoire, nomenclature, zonage

Sans objet

1.5 Création ou rénovation d'outils et de produits de diffusion

Un prototype de dépliant sur les principaux chiffres de l'immigration a été réalisé en lien avec la MICOM de la DGEF. Il a été diffusé en interne et sera refondu et simplifié en vue d'une diffusion plus large en 2023.

Par ailleurs, des efforts pour faire connaitre les publications du SSM via les réseaux sociaux ont été réalisés avec l'aide de la MICOM.

2. Appariements de données individuelles utilisant le CSNS en 2022

Néant

3. Principales publications de l'année 2022

Titre de la publication	Lien vers le site de diffusion	Avis de moyen terme du CNIS concernés, le cas échéant	
		Avis généraux (cf.annexe 1)	Avis de commission (cf. annexe 2)
Activité, emploi et chômage des immigrés de 2014 à 2021	https://www.immigration.interieur.gouv.fr/content/download/132245/1050022/file/EM_2022_87_Activite_Emploi_Chomage_des_immigres_de_2014_a_2021_juillet2022.pdf	AVG 2	EQRT 2
Les étudiants étrangers en mobilité internationale dans l'enseignement supérieur français - 2021/2022 -	https://www.immigration.interieur.gouv.fr/content/download/132732/1053123/file/2022_10_04_Les_etudiants_etrangers_en_mobilite_internationale_dans_l_enseignement_superieur_francais_2021_2022.pdf	AVG 2	TRT 7
Évolution de l'activité des primo-arrivants entre 2019 et 2020 (résultats de l'enquête Elipa 2)	https://www.immigration.interieur.gouv.fr/content/download/131087/1042482/file/IM_105_ELIPA2_Activite-v2.pdf	AVG 2	EQRT 2
Le parcours administratif des primo-arrivants (résultats de l'enquête Elipa 2)	https://www.immigration.interieur.gouv.fr/content/download/131088/1042487/file/IM_106_ELIPA2_Parcours_administratif-v2.pdf	AVG 2	SERPU 2
+1 à venir L'intégration des femmes primo-arrivantes sur le marché du travail (résultats de l'enquête Elipa 2)		AVG 2	EQRT 2, EQRT 7

Les chiffres clés de l'immigration 2021	https://www.immigration.interieur.gouv.fr/Info-ressources/Etudes-et-statistiques/Chiffres-cles-sejour-visas-eloignements-asile-acces-a-la-nationalite/Les-chiffres-cles-de-l-immigration-2021	AVG8	

0. Éléments de contexte en 2022

Spécial crises : Merci de citer également les éventuelles opérations créées de manière exceptionnelle ou pérenne et les travaux conduits pour éclairer la situation post crise sanitaire, la crise énergétique et plus largement les difficultés d'approvisionnement en matières premières, la reprise de l'inflation ainsi que les autres conséquences de la guerre en Ukraine.

Plusieurs orientations sont à signaler du côté de l'Ined pour l'année 2022 :

- l'activité de l'Ined en 2022 s'inscrit dans le cadre de son contrat d'objectifs et de performance 2021-2025 qu'il vient de signer avec l'État. L'institut va poursuivre le développement de sa stratégie en faveur de la Science Ouverte, ainsi que le renforcement du lien « Sciences et sociétés », notamment à travers la mise en place d'une « Charte Science Ouverte » présentée au conseil scientifique de l'établissement en octobre 2022.

- le projet d'Equipex+ d'Observatoire des parcours de vie « LifeObs », en partenariat avec l'Insee, PROGEDO, l'Université Paris Dauphine et les universités de Bordeaux et Strasbourg, a démarré en novembre 2021 et a été officiellement lancé en février 2022. Ce projet comporte quatre départements : un département « collecte », qui concerne huit enquêtes portant sur les différentes étapes du parcours de vie (cohorte d'enfants Eurocohort, enquête Envie sur l'entrée dans la vie affective et sexuelle des jeunes, enquête Erfi 2 sur les relations interfamiliales et intergénérationnelles, enquête FamEmp sur les liens entre vie familiale et vie professionnelle, enquête Familles de l'Insee sur la diversité des situations familiales, enquête sur la Fécondité et la Santé Reproductive et enquête SHARE sur le vieillissement de l'Université Paris-Dauphine) ; un département « innovation » qui vise à mettre en commun des réflexions sur le multimode, les incitations financières, les outils de conception de questionnaire et l'appariement des données d'enquête aux données administratives ; un département « diffusion » en charge de la mise à disposition des données et métadonnées d'enquêtes du projet et des enquêtes historiques, auprès des chercheurs français et internationaux ; et le département « formation » qui propose des supports de formation aux plateformes universitaires de données (PUD) à partir des données d'enquêtes (anonymisées par des méthodes adaptées) sur les trajectoires de vie.

1. Travaux en 2022

1.1 Enquêtes ponctuelles ou dont la périodicité est supérieure à 3 ans, refonte importante d'enquêtes régulières

a) ELFE : étude longitudinale française depuis l'enfance

La cohorte ELFE a débuté en 2011 avec l'inclusion de 18 300 enfants nés dans un échantillon de maternités métropolitaines (dont 289 paires de jumeaux). Une mère sur deux a consenti au suivi de son enfant (et de son éventuel jumeau). Ce suivi s'est poursuivi au rythme d'un entretien annuel jusqu'aux 3 ans et demi de l'enfant. Les interrogations ont été plus espacées ensuite : la dernière enquête par téléphone a eu lieu en 2017 à l'âge de 5 ans et demi des enfants ; des tests sur les premiers apprentissages scolaires ont également été réalisés dans les écoles scolarisant un enfant ELFE, en maternelle (2016) et en cours préparatoire (2018). En 2019, une enquête intitulée « Manger, bouger, grandir » a été menée par Internet auprès de l'un des parents au moment où les enfants de la cohorte atteignaient 7 ans et demi. En 2020, trois enquêtes ont eu lieu : une enquête pilote auprès des enfants sur leurs activités physiques et sportives à l'école et sur le temps libre, leurs relations avec chacun des membres de leur fratrie et leurs activités sur écrans ; une nouvelle enquête dans les écoles, en CM1, comportant des exercices en mathématiques et en français, des questions sur le bien-être à l'école et un questionnaire à renseigner par l'enseignant, notamment sur les adaptations pédagogiques à la rentrée scolaire suite au confinement ; la réalisation d'une enquête en deux vagues pendant le premier confinement dans le cadre du projet SAPRIS (« Santé, perception, pratiques, relations et inégalités sociales en population générale pendant la crise COVID-19 »).

L'enquête aux 10 ans et demi des enfants a eu lieu entre janvier et septembre 2022. Elle a également intégré les enfants de la cohorte EPIPAGE2, consacrée au suivi des enfants nés grands prématurés.

Un pilote pour l'enquête aux 13 ans des enfants ELFE est en cours de préparation pour une collecte en 2023.

Cette enquête et les suivantes bénéficient pour la période 2020-2024 d'un financement additionnel « Investissements d'avenir », attribué à la Plateforme RE-CO-NAI (Recherche sur les Cohortes d'enfants suivis depuis la NAIssance) pour les cohortes ELFE et EPIPAGE2 pour un montant de 2,7 millions d'euros. Elle bénéficie également de soutiens des partenaires (https://www.elfe-france.fr/fr/l-etude/nos-partenaires/).

Le stockage des données et leur mise à disposition sur une plateforme d'accès satisfont à de strictes garanties d'anonymat des familles, et leur intégration à la plateforme France Cohortes est en cours.

b) Enquête Trajectoires et origines 2 (TeO2)

Dix ans après l'enquête TeO menée en 2008-2009, un des enjeux essentiels du projet TeO2 est de renouveler les savoirs et mettre à jour les données sur les processus d'intégration, de discrimination et de construction identitaire dans la société française, en conduisant et exploitant une nouvelle enquête de grande ampleur, pour mesurer des évolutions des inégalités dans la société française selon l'origine des personnes, en articulation avec la classe sociale, le genre, l'âge, la religion et le quartier. Menée en co-maîtrise d'ouvrage par l'Ined et l'Insee comme TeO, elle reprend des principes similaires pour la base de sondage et le mode d'échantillonnage.

L'enquête TeO2 est conduite auprès d'un échantillon de 26 000 individus, représentatifs de l'ensemble de la population vivant en France métropolitaine. L'échantillon est conçu pour surreprésenter les populations issues de pays étrangers et des DOM (première et deuxième génération). Cinq groupes distincts au total vont être interrogés : 9 000 immigrés environ (personnes nées étrangères à l'étranger), 9 000 descendants directs d'immigrés environ (personnes nées en France ayant un ou deux parents immigrés), 800 personnes environ nées dans un département d'Outre-mer, 800 personnes environ nées en France métropolitaine dont au moins un parent est né dans un département d'Outre-mer, et 3 400 personnes environ n'appartenant à aucun des groupes précédents (population majoritaire). Ces cinq sous-échantillons portent tous sur des populations de 18 à 59 ans, ce qui correspond à une élévation de la limite haute de l'âge pour les descendants d'immigrés et de « Domiens » par rapport aux populations échantillonnées en 2008-2009. En outre, et c'est une nouveauté par rapport à TeO, un sous-échantillon de descendants de Français nés à l'étranger, essentiellement des rapatriés d'Algérie, est enquêté en complément des autres groupes d'intérêt (3000 individus).

La première vague de l'enquête consacrée aux immigrés a été collectée par l'Insee avec succès entre juillet et décembre 2019. La seconde vague consacrée aux descendants d'immigrés a démarré en janvier 2020 et a été prolongée jusqu'à fin novembre 2020 du fait de l'interruption de la collecte par l'épidémie de Covid-19 au printemps 2020. De mars à août 2020, l'Ined a mené à bien avec succès l'enquête auprès des immigrés non francophones de la première vague qui n'ont pas pu être enquêtés par l'Insee du fait de la barrière de la langue (l'Ined a eu recours pour cela à des enquêteurs-traducteurs en 8 langues). En 2021 ont eu lieu les premiers travaux du groupe d'exploitation de l'enquête ainsi que l'appel à projet pour des post-enquêtes qualitatives.

En 2022, l'équipe a travaillé à la constitution de la base de données définitive, d'une base contextuelle et à la documentation de l'enquête en vue de sa mise à disposition, ainsi qu'à plusieurs publications de l'Ined et de l'Insee sur l'enquête (voir partie 2 du document).

Cette enquête a obtenu l'avis d'opportunité du CNIS en novembre 2017 et le label de qualité statistique ainsi que le caractère obligatoire en novembre 2018.

c) Enquête Migrations, Famille et Vieillissement dans les départements d'Outre-mer (MFV2)

L'enquête « Migrations, Famille et Vieillissement » (MFV1) réalisée en 2009-2010 a été la première enquête ménage de grande ampleur spécifiquement conçue pour les Départements/régions d'Outre-mer (DROM), avec pour objet l'analyse et la mesure des mutations sociodémographiques à l'œuvre dans chacune de ces collectivités : importance et caractéristiques des migrations, évolution des structures familiales, changements dans les comportements de fécondité, place et perspectives d'avenir de la jeunesse, importance de la précarité sociale, évolution des formes traditionnelles de solidarités en lien avec le vieillissement des populations.

Mise en œuvre pour la première fois en 2009-2010 puis à Mayotte en 2015-2016, cette enquête est reconduite en 2020-2021, avec pour ambition l'évaluation la plus exhaustive possible des changements intervenus à 10 ans d'intervalle. Cette ré-investigation répond à une triple exigence : mettre en lumière l'importance des nouveaux défis qui s'attachent aux évolutions observées, évaluer leurs incidences en termes politiques publiques et, enfin, mesurer leurs effets sur la vie économique et sociale, en dégageant les spécificités de chacun des territoires étudiés.

Elle bénéficie d'une maîtrise d'œuvre assurée par l'Insee comme pour sa première édition et couvre les quatre DOM historiques : Guyane, Guadeloupe, Martinique et La Réunion. Sa collecte a démarré en janvier 2020 et a été interrompue par l'épidémie de Covid-19. La collecte a repris mi-juillet en Guadeloupe, Martinique et La Réunion mais un second confinement a interrompu à nouveau la collecte en Martinique en octobre/novembre (la possibilité de faire la passation par téléphone a été donnée aux enquêteurs). Le décalage de la fin de collecte mais aussi le déplacement des certaines autres enquêtes devraient rendre possibles les objectifs attendus. La collecte s'est terminée à l'été 2021 pour La Réunion, Martinique et Guadeloupe et début 2022 pour la Guyane. Des premiers travaux d'apurement, d'exploitation et de préparation de mise à disposition de l'enquête ont eu lieu en 2022. Les résultats du volet La Réunion sont rendus publics en décembre 2022, ceux des volets Martinique et Guadeloupe le seront en mars 2023.

Cette enquête a obtenu l'avis d'opportunité du CNIS en novembre 2018 et le label de qualité statistique ainsi que le caractère obligatoire en septembre 2019.

d) Enquête « Envie » sur la vie affective des jeunes adultes

L'enquête « Envie » vise à interroger des jeunes de 18 à 29 ans sur leur vie affective, via un questionnaire téléphonique basé sur une génération aléatoire de numéros de téléphone dont une partie sera exclue des appels avant le début de la collecte par rapprochement avec Fidéli ; une convention avec l'Insee a été établie dans ce but. Le questionnaire et le protocole ont été testés au premier trimestre 2021. Une répétition générale a eu lieu en septembre 2022, en vue d'un début de la collecte de l'enquête réelle en novembre 2022. La collecte s'achèvera en 2023.

Cette enquête a obtenu l'avis d'opportunité du CNIS en décembre 2021.

e) Enquête ERFI 2 sur les relations familiales et intergénérationnelles

La réédition de l'enquête ERFI correspond à la participation française au deuxième cycle de l'enquête internationale GGS – Gender and Generation Survey, qui sera réalisée en 2024. Une enquête pilote a lieu entre fin 2021 et début 2022, sur la base d'un échantillon tiré dans le fichier Fidéli qui a été demandé à la division Sondages de l'Insee (avis favorable du comité du secret statistique obtenu le 9 juillet 2020).

Un tirage dans Fidéli pour l'enquête réelle est prévu (avec une surreprésentation des déciles extrêmes de niveau de vie et des individus en couple de même sexe), et un appariement aux fichiers administratifs (notamment fiscaux, mais aussi d'emploi – à partir des données de DSN) sera réalisé ; ses modalités exactes sont en cours d'expertise. La collecte aura lieu en 2024 et reposera sur un protocole multimode concurrentiel encourageant les individus à répondre sur un mode web, avec possibilité de réaliser les entretiens par téléphone.

Cette enquête a obtenu l'avis d'opportunité du CNIS en décembre 2021 et le label de qualité statistique en octobre 2022.

f) Enquête FamEmp sur la conciliation entre vie familiale et vie professionnelle

La nouvelle édition d'une enquête sur la conciliation entre vie familiale et vie professionnelle (faisant suite à l'enquête Famille-Employeur de 2004) sera réalisée en 2023. Sa conception se fait en concertation étroite avec l'équipe du projet ERFI 2 (voir ci-dessus) car elle porte sur des sujets proches. Ainsi, de façon symétrique, un tirage dans Fidéli pour l'enquête réelle est prévu (avec une surreprésentation des déciles extrêmes de niveau de vie et des personnes bénéficiant de l'AEEH, par appariement avec les données CNAF de Fidéli), et un appariement aux fichiers administratifs (notamment fiscaux, mais aussi d'emploi – à partir des données de DSN) sera réalisé ; ses modalités exactes sont en cours d'expertise. La collecte aura lieu dès fin 2023 et reposera sur un protocole multimode séquentiel CATI puis CAWI ; un échantillon à visée méthodologique sera lieu entièrement enquêté en CAWI.

Par ailleurs, l'enquête comportera un volet employeur qui sera issu des réponses au volet individus pour les établissements de plus de dix salariés dans lesquels les répondants travaillent ; aucun échantillon complémentaire ne sera tiré dans SIRUS. Des appariements avec d'autres sources entreprises telles que la DSN ou FARE sont explorés.

Cette enquête a obtenu l'avis d'opportunité du CNIS en décembre 2021 et le label de qualité statistique ainsi que le caractère obligatoire en octobre 2022.

g) Enquêtes en préparation à l'Ined qui pourraient nécessiter un tirage d'échantillon dans Fidéli

En 2022, l'Ined a continué à préparer des enquêtes qui pourraient nécessiter le tirage d'échantillons dans Fidéli, et qui pourraient de ce fait être présentées dans les années à venir au CNIS pour avis d'opportunité puis au comité du label.

Au moins une enquête en préparation pourrait être dans ce cas :

• la nouvelle enquête sur la fécondité et la santé reproductive dont le protocole et le questionnaire sont en cours d'élaboration, avec une volonté d'appariement de l'enquête aux données du SNDS rétrospectivement et pour un suivi passif des individus.

1.2 Exploitations nouvelles de fichiers administratifs ou de sources privées, visant à créer des données statistiques non existantes ou se substituant à des enquêtes Refonte ou évolution importante de système d'information statistique existant

Le projet « Big statistical data and mobile society » s'est terminé en 2022. Le projet FamEDP (Situations familiales, transitions et mobilités à partir de l'Échantillon démographique permanent) prend sa suite et a été présenté au comité du secret statistique en octobre 2022 ; il s'appuie sur l'Échantillon démographique permanent (EDP) pour analyser les comportements familiaux en France, sur deux problématiques concernant les transitions et les mobilités. Comme le projet « Analyse de la qualité statistique du recensement et des données administratives » (AQRDEDA) dont il prend la suite, il comporte deux volets supplémentaires, l'un de construction de nouvelles données (EDP enfants - une base administrative d'enfants nés les jours EDP nés de 1994 à 2018, observés durant leur minorité entre 2011 et 2019, années où les données socio-fiscales sont disponibles) et de retour à l'Insee, producteur de l'EDP, l'autre de diffusion de la connaissance de ce fichier et de formation des utilisateurs. Comme pour AQRDEDA, le but du projet est la mutualisation des études autour de l'EDP, et des fichiers qui l'alimentent, sources irremplaçables pour l'analyse des comportements familiaux.

L'Ined contribue au projet ELVIS (Etude Longitudinale sur le Vieillissement et les Inégalités Sociales), financé par l'ANR depuis le 1er mars 2021 pour 48 mois, porté par la CNAV, en exploitant les données des recensements depuis 1968, de l'EDP, des enquêtes Logement, Patrimoine, ainsi que de l'enquête Share.

Des projets mobilisant des bases de données relatives à l'éducation et à l'enseignement supérieur sont également en cours :

• Dans le cadre de l'ANR Atolls, un projet de recherche mobilisant les données individuelles APB et Parcoursup a démarré en 2022.

• Le projet s'intitulant « Covid-19 et éducation : acquisition des connaissances, aspirations et décrochage » a pour objectif d'évaluer les effets de la pandémie à trois moments clés de la trajectoire scolaire des élèves : 1) au primaire, sur l'acquisition de connaissances ; 2) à la fin du secondaire, sur les choix d'orientation et 3) dans le supérieur, sur l'abandon des études. Il a démarré en 2022 et sera poursuivi au moins jusqu'en 2025, et mobilise différentes sources de données administratives.

L'Ined a été également sélectionné par l'Agence nationale de la recherche pour son projet « Des big data de santé pour découvrir les traitements occultés de l'infécondité » (StimHo) en collaboration avec l'Inserm - Univ Paris-Sud - UVSQ. Ce projet utilise les données du système national de santé (SNDS) à travers deux sources : l'EGB (Echantillon généraliste des bénéficiaires) et le DCIR (Données individuelles des bénéficiaires).

Par ailleurs, d'autres projets de recherche menés à partir des données du SNDS vont continuer en 2022 (sur la contraception, les IVG, l'analyse des causes de décès, la consommation de soins pendant la pandémie de Covid-19, les maladies chroniques pendant la pandémie, etc.). Les travaux d'exploitations du SNDS visent aussi à apporter des connaissances sur l'impact différencié de la crise du Covid-19 sur le recours aux soins et la mortalité de personnes atteintes de certaines maladies chroniques. Une réflexion est également en cours en vue d'élaborer un projet de recherche pour l'étude des disparités sociales de santé et de mortalité à partir des données de l'EDP-santé.

Des travaux sur les données satellitaires ont eu lieu en 2022. Ils concernent deux directions de recherche :

• En collaboration avec l'entreprise Diginove et Aix-Marseille Université, affinement des modèles d'estimations de population à partir de données satellitaires Sentinel 2 et d'enquêtes préalables pour les régions du monde ne disposant pas de données administratives exhaustives ou d'un recensement récent (application à la région d'Abuja, Nigeria).

• En collaboration avec le Lipade (Université de Paris) et le DIIP, création de nouveaux indicateurs environnementaux pour les métropoles africaines, au niveau des zones d'intérêt pour l'analyse des données démographiques existantes (application à Ouagadougou, Burkina Faso).

L'enquête ExPReSS - Expériences de la prison et réinsertion sociale à la sortie - s'appuie sur les données collectées dans le cadre d'une enquête quantitative multithématique, réalisée en face à face auprès de 500 personnes détenues âgées de 18 à 29 ans à quelques jours de leur sortie d'une maison d'arrêt de l'Ile-de-France ; ces données seront couplées à des données administratives de la DAP (GENESIS) et plus largement du ministère de la Justice (Casier judiciaire, CASSIOPEE) pour enrichir l'information sur la récidive et les parcours des détenus, prévenus ou condamnés.

1.3 Autres travaux statistiques nouveaux ou rénovés

RAS

1.4 Création ou refonte d'un référentiel : répertoire, nomenclature, zonage

RAS

1.5 Création ou rénovation d'outils et de produits de diffusion

Le nouveau catalogue des données et enquêtes de l'Ined a été mis en ligne en mai 2022. Il utilise l'outil NADA, en remplacement de l'outil utilisé pour l'ancien catalogue (Nesstar), devenu obsolète. Les métadonnées de nombreuses enquête du catalogue ont été enrichies pour correspondre aux standards DDI nécessaires pour le moissonnage des enquêtes par d'autres catalogues internationaux, et un travail est toujours en cours pour enrichir les métadonnées de l'ensemble du patrimoine d'enquêtes et de données de l'Ined, y compris les plus anciennes. L'Ined contribue également aux travaux sur la refonte de l'application de commande Quetelet PROGEDO Diffusion, dont la mise en production est prévue pour 2023.

Toutes les publications éditées par l'Ined sont désormais librement accessibles en ligne. Une part croissante des ouvrages du fonds, ainsi que les nouveautés sont consultables gratuitement au sein des collections Ined Éditions sur la plateforme OpenEdition Books. Depuis 2022, la revue Population est intégralement diffusée en accès libre immédiat aux formats HTML et PDF sur les plateformes Cairn et Cairn international. Le bulletin Population & Sociétés est lui aussi consultable et téléchargeable gratuitement sur Cairn ainsi que sur le site de l'Ined. Tous les articles de Population et Population & Sociétés, ainsi que les Documents de travail, sont publiés sous licence Creative Commons pour en faciliter la réutilisation et le partage.

Le service des éditions de l'Ined travaille par ailleurs à la rédaction de politiques de données associées aux publications, et de politiques d'auto-archivage. Il poursuivra en 2023 le chantier de développement de la publication en ligne, Mémoires européennes du goulag, afin d'améliorer l'accessibilité des contenus et des données à un public de chercheurs, mais aussi de scolaires, de personnes en situation de handicap, et plus largement à un lectorat international (anglophone, francophone, russophone ou polonophone).

Une mission concernant la valorisation et la gestion des données démographiques, et notamment de la conjoncture démographique, est en cours, dans le but de créer de nouveaux supports (site web, datavisualisation, animations, etc.) permettant de donner à voir et à comprendre ces données.

2. Principales publications de l'année 2022

Titre de la publication	Lien vers le site de diffusion	Avis de moyen terme du CNIS concernés, le cas échéant	
		Avis généraux (cf.annexe 2)	Avis de commission (cf. annexe 2)
Gilles Pison, Huit milliards d'humains aujourd'hui, combien demain ?, 2022, Population et Sociétés, n° 604	https://www.ined.fr/fr/publications/editions/population-et-societes/huit-milliards-d-humains-aujourdhui-combien-demain/		
Cris Beauchemin et al., Familles immigrées : le niveau d'éducation progresse sur trois générations mais les inégalités sociales persistent, 2022, Population et Sociétés, n° 602	https://www.ined.fr/fr/publications/editions/population-et-societes/familles-immigrees-le-niveau-d-education-progresse-sur-trois-generations-mais-les-inegalites-sociales-persistent/		Démographie avis n°7
Anne Lambert, Laetitia Langlois, Horaires atypiques de travail : les femmes peu qualifiées de plus en plus exposées, 2022, Population et Sociétés, n° 599	https://www.ined.fr/fr/publications/editions/population-et-societes/horaires-atypiques-de-travail/		Emploi avis n°2
Laurent Toulemon, Élisabeth Algava, Nathalie Blanpain, Gilles Pison, La population française devrait continuer de vieillir d'ici un demi-siècle, 2022, Population et Sociétés, n° 597	https://www.ined.fr/fr/publications/editions/population-et-societes/la-population-francaise-devrait-continuer-de-vieillir-d-ici-un-demi-siecle/		Démographie avis n°2

INSEE - (DÉPARTEMENT DE LA DÉMOGRAPHIE). DIRECTION DES STATISTIQUES DÉMOGRAPHIQUES ET SOCIALES

0. Éléments de contexte en 2022

Du fait de la situation épidémique encore compliquée au début de l'année 2022, l'enquête annuelle de recensement a été perturbée, notamment par les absences pour maladie plus nombreuses que les autres années des différents acteurs (agents recenseurs, coordonnateurs communaux, superviseurs). La plupart des situations ont pu être traitées grâce à la forte mobilisation des équipes du recensement et plus largement des agents des établissements régionaux, à la mise en place d'un nouveau protocole de collecte sans contact et en assouplissant les règles de report de la date de fin de collecte de l'enquête annuelle de recensement. Au final, la collecte n'a été que peu impactée, le taux de non réponse s'établit à 4,8 % contre 4,1 % en 2020 et le taux de réponse par internet a fortement augmenté de 54 % en 2020 à 63 % en 2022 pour les ménages

Concernant l'état civil, l'année 2022 a été marquée par les naissances des premiers enfants issus d'une « PMA pour toutes » autorisées par la loi bioéthique du 2 août 2021 et par les nouvelles possibilités de changement de nom offertes par la loi du 2 mars 2022. Les modalités de recueil des données auprès des communes ont été adaptées et la diffusion d'informations statistiques sur ces évolutions de la société seront possibles en 2023.

Les élections présidentielle et législatives ont conduit à d'importants mouvements d'inscription au Répertoire électoral unique, ce qui a suscité l'expression de nombreux besoins d'informations statistiques. De même, la gestion des procurations dans ce répertoire permet désormais de proposer des données consolidées sur ce sujet.

Enfin, l'année 2022 aura vu l'ouverture complète du nouveau service d'aide aux appariements de fichiers par le Code statistique non signifiant (CSNS), pour le système statistique public.

1. Travaux en 2022

1.1 Enquêtes ponctuelles ou dont la périodicité est supérieure à 3 ans, refonte importante d'enquêtes régulières

En 2022, le recensement des habitations mobiles et des sans-abri dans les communes de plus de 10 000 habitants de la métropole, des Antilles, en Guyane, et à La Réunion a été réalisé. Il devait être réalisé en 2021 mais du fait du report de l'enquête annuelle de recensement 2021, il a eu lieu en 2022. Ce recensement a été mutualisé avec la Nuit de la solidarité dans une vingtaine de villes.

L'enquête de recensement de Saint Pierre et Miquelon s'est déroulée du 24 mars au 23 avril 2022.

Le recensement exhaustif de la Polynésie française a eu lieu du 18 août au 17 septembre 2022.

Plusieurs expérimentations ont été menées lors de la collecte de l'enquête de recensement 2022, certaines ayant été prévues lors de la collecte de 2021 qui a dû être reportée :

- la généralisation du protocole séquentiel (CNERP 3) ;

• l'expérimentation de recours à un prestataire pour les missions d'agent recenseur ; La Poste a été le seul prestataire candidat en 2022. L'expérimentation durera 3 ans. 18 communes ont été concernées ;

• le test de bascule du champ des communautés dans celui des ménages pour les gendarmeries et les résidences Adoma n'ayant que des logements.

Les résultats du test papier du nouveau bulletin individuel du recensement ont été présentés à la commission démographie du Cnis. Les travaux se poursuivent à ce sujet, la mise en œuvre de cette évolution est prévue en 2025.

Les bulletins de remontées d'information d'état civil des communes vers l'Insee ont été modernisés en 2022 à l'issue d'une large concertation avec les utilisateurs. Ces évolutions vont permettre de produire des informations sur les naissances issues des PMA de couples de femmes, ainsi que sur l'impact des nouvelles dispositions facilitant les changements de nom. Par ailleurs ces évolutions permettront de prendre en compte les nouveaux besoins issus de la crise sanitaire sur la localisation infra-communale des décès et sur le meilleur repérage des décès en EHPAD. La collecte de données sur les divorces déjudiciarisés a également été complétée. Ces nouveaux bulletins seront utilisés à partir du 1er janvier 2023 pour une diffusion de données en fin d'année.

1.2 Exploitations nouvelles de fichiers administratifs ou de sources privées, visant à créer des données statistiques non existantes ou se substituant à des enquêtes Refonte ou évolution importante de système d'information statistique existant

La phase 2 du projet Code statistique non signifiant (CSNS) permettant l'identification à partir de traits d'identité a été mise en production à l'été 2022.

Le projet Iliade, d'adaptation du recensement à la disparition de la taxe d'habitation, s'est achevé par la livraison et la mise en production d'une nouvelle application. Celle-ci intègre les données issues de Fidéli 2 et crée les livrables pour les différentes utilisations au sein du processus du recensement (CNERP 6).

La diffusion d'informations issues du Répertoire électoral unique (REU) s'est accrue en 2022. Une étude sur les procurations a été diffusée fin août et le projet de diffusion de la correspondance entre les adresses figurant dans le REU et les bureaux de vote est bien avancé. Cette diffusion est programmée pour le début 2023.

1.3 Autres travaux statistiques nouveaux ou rénovés

Dans la suite des travaux de géolocalisation et de carroyage du recensement réalisés les années passées, le département de la démographie a produit pour la première fois des populations sur une grille de carreaux de 1 km de côté pour répondre au règlement européen sur le Census 2021 (AVG 5 ; TRT 1 ; TRT 4, CNERP 5).

1.4 Création ou refonte d'un référentiel : répertoire, nomenclature, zonage

Sans objet

1.5 Création ou rénovation d'outils et de produits de diffusion

En vues des élections, de nouvelles populations sur les circonscriptions législatives ont été produites et diffusées (TRT 1).

Les rapports qualité des recensements 2018 et 2019 ont été produits et diffusés sur insee.fr (AVG 8).

Les réflexions se poursuivent pour une diffusion au CASD de fichiers détail issus du Répertoire électoral unique.

2. Appariements de données individuelles utilisant le CSNS en 2022

Sans objet

3. Principales publications de l'année 2022

Titre de la publication	Lien vers le site de diffusion	Avis de moyen terme du CNIS concernés, le cas échéant	
		Avis généraux (cf.annexe 1)	Avis de commission (cf. annexe 2)
3,3 millions d'électeurs ont établi au moins une procuration pour les élections de 2022	https://www.insee.fr/fr/statistiques/6480276		
Entre ville et campagne, le parcours des jeunes enfants qui grandissent en zone rurale	https://www.insee.fr/fr/statistiques/6035523	AVG 2, AVG 5	TRT 7
48,7 millions d'électeurs inscrits pour l'élection présidentielle 2022	https://www.insee.fr/fr/statistiques/6322895		

INSEE (UEDS) – UNITÉ DES ÉTUDES DÉMOGRAPHIQUES ET SOCIALES. DIRECTION DES STATISTIQUES DÉMOGRAPHIQUES ET SOCIALES

0. Éléments de contexte en 2022

En 2022 ont été publiés les premiers résultats de deux enquêtes (cf. point 1.1 ci-après) :

– ceux de l'**enquête Trajectoires et Origines**, réalisée en collaboration avec l'Ined et collectée en 2019 et 2020, dix ans environ après la première édition de l'enquête qui avait eu lieu en 2008-2009 ;

– ceux de l'**enquête Participation électorale,** menée en 2022 dans la foulée des deux tours des présidentielles et des législatives.

La publication de deux ouvrages importants a également marqué l'activité de l'Unité des Études démographiques et sociales en 2022 :

– celle en mars 2022 de l'*Insee Références* « Femmes et Hommes, l'égalité en question », dont la dernière édition remontait à 2017. L'ouvrage comprend une Vue d'ensemble rédigée par l'Unité revenant sur la lente décrue des inégalités entre femmes et hommes avec les chiffres les plus récents sur le sujet ; un dossier de la Depp sur les inégalités scolaires entre filles et garçons de l'école élémentaire à l'entrée dans l'enseignement supérieur ; un dossier de la Dares sur les différences de conditions de travail entre femmes et hommes, un dossier de l'Unité sur l'inactivité depuis 50 ans et la présence d'enfants qui continue de faire la différence entre femmes et hommes ;

– celle en novembre 2022 de « France, Portrait Social », dont l'éclairage a porté cette année sur les pratiques culturelles et sportives, avec six articles entièrement élaborés par le DEPS, service statistique du ministère de la Culture, et l'Injep, service statistique ministériel pour la vie associative, la jeunesse et le sport. Les deux dossiers sont revenus sur les conséquences de la crise sur les ménages avec une première étude de l'Insee sur les bénéficiaires de l'aide alimentaire, une seconde étude de la Cnaf, de la Drees et de l'Insee sur l'impact des mesures socio-fiscales des années 2020 et 2021 sur les niveaux de vie.

Plusieurs travaux démographiques ont continué d'éclairer les conséquences de la crise sanitaire sur les naissances et les décès : tout d'abord, les diffusions mensuelles sur les naissances et les décès quotidiens se sont poursuivies avec des commentaires et des fichiers téléchargeables sur insee.fr ; d'autre part, des études ont été réalisées, chiffrant notamment les excédents de décès et les conséquences sur le nombre des décès et l'évolution de l'espérance de vie en France comme en Europe.

L'échantillon démographique permanent a été valorisé au travers de deux études novatrices : la première porte sur une estimation de la fécondité selon le niveau de vie, l'autre sur la mobilité de revenus entre les jeunes adultes et leurs parents.

Enfin, la préparation de l'enquête Familles de 2025 se poursuit, avec un test papier du questionnaire à l'automne 2022 et l'organisation du premier test sur le terrain début 2023, adossé à l'enquête annuelle de recensement, avec une collecte à la fois sur papier et sur internet.

1. Travaux en 2022

1.1 Enquêtes ponctuelles ou dont la périodicité est supérieure à 3 ans, refonte importante d'enquêtes régulières

Les premiers résultats de l'enquête Trajectoires et Origines ont été publiés en juillet 2022. Pour mémoire, l'enquête est réalisée en collaboration avec l'Ined, elle a été collectée en 2019 et 2020, dix ans environ après la première édition de l'enquête qui avait eu lieu en 2008-2009. Deux *Insee*

Première co-écrits avec l'Ined et un *Population et Société* ont été publiés début juillet 2022 et présentés lors d'une conférence de presse commune le 5 juillet 2022. Deux publications ont également accompagné ces premiers résultats : un *Document de travail* présentant la méthodologie de l'enquête, et un article *Courrier des statistiques* plus grand public présentant l'enquête. Les fichiers (FPR et fichier d'étude au CASD) seront mis à disposition fin 2022/début 2023. L'enquête sera également valorisée dans l'*Insee Références* « Immigrés et descendants d'immigrés », qui paraîtra en mars 2023 et comportera une vue d'ensemble, quatre dossiers (suite à un appel à contributions) et une quarantaine de fiches.

Les résultats de l'enquête Participation électorale, menée en 2022 dans la foulée des deux tours des présidentielles et des législatives, ont été publiés en novembre 2022 : l'un analyse la participation aux élections de 2022 ; l'autre les évolutions depuis 20 ans. Des publications régionales ont également été diffusées. Pour mémoire, l'enquête a été réalisée auprès d'un échantillon d'électeurs, présents dans l'échantillon démographique permanent (EDP) et nés par conséquent un « jour EDP », ce qui permet de connaître leurs caractéristiques socio-démographiques et leur niveau de vie. Les comportements de participation de ces électeurs aux deux tours des élections présidentielle et législative de 2022 ont été recueillis à partir des listes d'émargement, qui ont été consultées en préfecture. Pour cette nouvelle édition de l'enquête, les informations sur les personnes inscrites sur les listes électorales proviennent du Répertoire électoral unique (REU), alors qu'elles provenaient jusque-là du fichier général des électeurs.

La préparation de l'enquête famille qui aura lieu en 2025, s'est poursuivie en 2022 avec deux jalons importants : le test papier du questionnaire à l'automne 2022 ; la préparation du test de 2023 en multimode (papier/internet), en lien avec l'enquête annuelle de recensement de 2023, dont la collecte allie papier et internet.

1.2 Exploitations nouvelles de fichiers administratifs ou de sources privées, visant à créer des données statistiques non existantes ou se substituant à des enquêtes Refonte ou évolution importante de système d'information statistique existant

L'échantillon démographique permanent (la base études 2020) a été enrichi en 2022 d'une nouvelle source, le panel non-salariés (AVG7). Il comprend également des données du Répertoire électoral unique (REU) qui s'est substitué au fichier électoral.

1.3 Autres travaux statistiques nouveaux ou rénovés

Deux études novatrices ont été réalisées à partir de l'échantillon démographique permanent (EDP) :

- la première prolonge les premiers travaux publiés en 2021 sur les liens entre fécondité et niveaux de vie. Des travaux méthodologiques conséquents ont permis d'analyser et de redresser une sous-estimation de la fécondité pour les femmes nées à l'étranger, les femmes les plus jeunes, et celles aux niveaux de vie les plus modestes notamment. Un document de travail a été publié explicitant les constats et les redressements effectués, avec les programmes mis à disposition. Une estimation révisée des liens entre fécondité et niveaux de vie a été publiée dans un *Insee Première* ;

- la seconde étude analyse la mobilité de revenus (d'activité et de remplacement) entre de jeunes adultes et leurs parents, et plus précisément leurs positions relatives dans l'échelle des revenus, grâce à la profondeur des données socio-fiscales dorénavant disponible et à la présence de paires suffisamment nombreuses d'enfants nés un jour EDP et de leurs parents nés un jour EDP. Cette étude a donné lieu à un *Document de travail* et à un *Insee Analyse*.

1.4 Création ou refonte d'un référentiel : répertoire, nomenclature, zonage

1.5 Création ou rénovation d'outils et de produits de diffusion

La mise à disposition des données en téléchargement et de commentaires sur l'évolution des naissances mensuelles et des décès quotidiens pour suivre les conséquences de la crise sanitaire s'est poursuivie en 2022.

2. Appariements de données individuelles utilisant le CSNS en 2022

Néant

3. Principales publications de l'année 2022

Titre de la publication	Lien vers le site de diffusion	Avis de moyen terme du CNIS concernés, le cas échéant	
		Avis généraux (cf.annexe 1)	Avis de commission (cf. annexe 2)
Enquête Trajectoires et Origines Premiers résultats En dix ans, le sentiment de discrimination augmente, porté par les femmes et le motif sexiste (Ueds et Ined) *Insee Première, N° 1911, juillet 2022*	https://www.insee.fr/fr/statistiques/6473349	AVG2	DQS7
La diversité des origines et la mixité des unions progressent au fil des générations (Ueds, Ined, Paris-Saclay) *Insee Première, N° 1910, juillet 2022*	https://www.insee.fr/fr/statistiques/6468640		
Méthodologie et présentation de l'enquête Enquête Trajectoires et Origines 2 – De la conception à la réalisation (Ueds et DMS, Ined) *Documents de travail, N° 2022/02, juillet 2022*	https://www.insee.fr/fr/statistiques/6478465		
Une nouvelle enquête Trajectoires et Origines, dix ans après la première – Évolutions et innovations dans le protocole de collecte (Ueds) Courrier des statistiques			

N8 - 2022,novembre 2022	https://www.insee.fr/fr/information/6665182?sommaire=6665196		
Résultats de l'enquête Participation électorale de 2012 Élections présidentielle et législatives de 2022 : seul un tiers des électeurs a voté à tous les tours (Ueds) *Insee Première N° 1928, novembre 2022* Vingt ans de participation électorale : en 2022, les écarts selon l'âge et le diplôme continuent de se creuser (Ueds) *Insee Première N° 1929, novembre 2022*	https://www.insee.fr/fr/statistiques/6658145 https://www.insee.fr/fr/statistiques/6658143		
Démographie – Projections démographiques Les filles nées en 2022 pourraient vivre en moyenne 93 ans, les garçons 90 ans (Ueds) *Insee Première, N° 1927, novembre 2022*	https://www.insee.fr/fr/statistiques/6655536		
Démographie – Naissances, fécondité Malgré le contexte pandémique, les naissances augmentent en 2021 après six années de baisse (Ueds) *Insee Focus, N° 274, septembre 2022* Fécondité selon le niveau de vie : une nouvelle estimation (Ueds) *Insee Analyses N° 72, mai 2022* Correction de la sous-estimation de la fécondité par niveau de vie mesurée à partir de l'EDP (Ueds)	https://www.insee.fr/fr/statistiques/6531925 https://www.insee.fr/fr/statistiques/6445335 https://www.insee.fr/fr/statistiques/		

Documents de travail *N° 2022-03, mai 2022* La fécondité après 40 ans ne cesse d'augmenter depuis 1980 (Ueds) *Insee Première N° 1885, janvier 2022* Suivi des naissances mensuelles en lien avec l'épidémie de Covid-19 : Les naissances par mois en 2021 et 2022 (Ueds) Chiffres détaillés, parution en général le dernier jeudi de chaque mois	6443336 https://www.insee.fr/fr/statistiques/6019324 https://www.insee.fr/fr/statistiques/6671217?sommaire=5348638		
Démographie – Décès, espérance de vie Impact de l'épidémie de Covid-19 : 95 000 décès de plus qu'attendus de mars 2020 à décembre 2021 (Ueds) *Insee Première N° 1902, mai 2022* Avec l'épidémie de Covid-19, l'espérance de vie chute en 2020, particulièrement dans l'Est et le Sud de l'Union européenne (Ueds) *Insee Focus, N° 271, juillet 2022* Dans l'Est de l'Union européenne, en 2021, 28 % de décès en plus qu'en 2019 (Ueds) *Insee Focus N° 268, mai 2022* Suivi des décès quotidiens en lien avec l'épidémie de Covid-19 : Nombre de décès quotidiens - France,	https://www.insee.fr/fr/statistiques/6445335 https://www.insee.fr/fr/statistiques/6471271 https://www.insee.fr/fr/statistiques/6441844		

régions et départements (Ueds) Chiffres détaillés, parution en général le dernier vendredi de chaque mois	https://www.insee.fr/fr/statistiques/4487854		
Démographie – Mariages, unions, séparations Une chute historique du nombre de mariages en 2020 à la suite des restrictions sanitaires (Ueds) *Insee Focus N° 260, février 2022*	https://www.insee.fr/fr/statistiques/6050251		
Hausse des prix, redistribution Entre janvier 2021 et juin 2022, la hausse des prix de l'énergie a entraîné une perte de pouvoir d'achat, malgré la mise en oeuvre des mesures exceptionnelles	https://www.insee.fr/fr/statistiques/6655850	AVG2	
Mobilité sociale ou de revenus Une nouvelle mesure de la mobilité intergénérationnelle des revenus en France (DRCVM, Ueds) *Insee Analyses N° 73, mai 2022* Qui gravit l'échelle des revenus par rapport à ses parents ? Une analyse de la mobilité intergénérationnelle à partir de l'Échantillon Démographique Permanent (DRCVM, Ueds) *Documents de travail* *N° 2022-04, mai 2022*	https://www.insee.fr/fr/statistiques/6441712 https://www.insee.fr/fr/statistiques/6444945	AVG2	
Marché du travail Encadrer : une tâche peu féminisée qui n'est pas réservée aux cadres (Ueds)	https://www.insee.fr/fr/statistiques/6527986		

Insee Première N° 1920, septembre 2022			
Femmes, Hommes, l'égalité en question Insee Références, Édition 2022, mars 2022 Vue d'ensemble Femmes et Hommes : une lente décrue des inégalités (Ueds, avec des contributions de la Dares, de l'ANCT et de la DGCL) Dossiers De l'école élémentaire à l'entrée dans l'enseignement supérieur : filles et garçons construisent des parcours distincts (Depp) Métiers « de femmes », métiers « d'hommes » : en quoi les conditions de travail des femmes et des hommes diffèrent-elles ? (Dares) L'inactivité depuis cinquante ans : la présence d'enfants continue de faire la différence entre femmes et hommes (Ueds) Chronologie - Quelques dates dans l'histoire des droits des femmes (Ueds)	https://www.insee.fr/fr/statistiques/6047805 https://www.insee.fr/fr/statistiques/6047789?sommaire=6047805 https://www.insee.fr/fr/statistiques/6047791?sommaire=6047805 https://www.insee.fr/fr/statistiques/6047793?sommaire=6047805 https://www.insee.fr/fr/statistiques/6047795?sommaire=6047805 https://www.insee.fr/fr/statistiques/6047803?sommaire=6047805	AVG2	
France Portrait Social **Insee Références, Édition 2022, novembre 2022** Éclairages (6) sur les	https://www.insee.fr/fr/statistiques/6535307		

pratiques culturelles et sportives			
Les ménages consacrent en moyenne 4 % de leur budget annuel à l'achat de biens et services culturels (Deps)	https://www.insee.fr/fr/statistiques/6535285?sommaire=6535307		
23 millions d'amateurs pratiquent une activité de loisir créatif, artistique ou scientifique en 2018 (Deps)	https://www.insee.fr/fr/statistiques/6535287?sommaire=6535307		
Deux tiers des 15 ans ou plus ont une activité physique ou sportive régulière en 2020 (Injep)			
Au-delà de la pratique, le sport comme une expérience culturelle (Injep)	https://www.insee.fr/fr/statistiques/6535289?sommaire=6535307		
Loisirs des villes, loisirs des champs : territoires et caractéristiques sociales des personnes influent sur leurs loisirs sportifs et culturels (Deps, Injep)	https://www.insee.fr/fr/statistiques/6535291?sommaire=6535307		
Les enfants de moins de 6 ans et les écrans numériques : à chacun son rythme, d'après l'enquête Elfe (Deps, Ined)	https://www.insee.fr/fr/statistiques/6535293?sommaire=6535307		
Dossiers			
Les bénéficiaires de l'aide alimentaire, pour beaucoup parmi les plus pauvres des pauvres (Insee, DRCVM)			
Les réformes sociofiscales de 2020 et 2021 augmentent le revenu disponible des ménages, en particulier pour la moitié la plus aisée (Insee-Ueds, Cnaf, Drees)	https://www.insee.fr/fr/statistiques/6535295?sommaire=6535307		
Chronologie – L'année sociale et législative en quelques dates (Ueds)	https://www.insee.fr/fr/statistiques/6535297?sommaire=6535307		
		AVG2	ADS6

	https://www.insee.fr/fr/statistiques/6535299?sommaire=6535307 https://www.insee.fr/fr/statistiques/6535305?sommaire=6535307	AVG2	

0. Éléments de contexte en 2022

L'analyse des résultats des dispositifs des évolutions des revenus en 2020 a été perturbée par les conséquences de la crise sanitaire. Les dispositifs ont fourni des résultats divergents en matière d'évolution de la pauvreté, ce qui a nécessité la conduite d'analyses complémentaires importantes.

Comme décidé en comité de direction de l'Insee en mars 2021, le transfert des activités relatives au suivi conjoncturel des prix des logements et des loyers vers la Direction Régionale de Bretagne a débuté en septembre 2021. Ce transfert s'accompagne d'un effort de tuilage important afin de sécuriser la production des indicateurs.

1. Travaux en 2022

1.1 Enquêtes ponctuelles ou dont la périodicité est supérieure à 3 ans, refonte importante d'enquêtes régulières

La refonte de l'**enquête Revenus fiscaux et sociaux** visant à adapter l'ERFS à l'enquête Emploi refondue et à réécrire la chaîne de production en R s'est poursuivie jusqu'à la fin de l'année 2022 (léger retard du fait d'analyses approfondies des résultats de l'ERFS 2020 à l'été 2022). De premiers travaux ont également été engagés pour élargir le champ de l'enquête aux DOM historiques, en lien avec les différents partenaires concernés (division Emploi, Criem, pôle Dom de Limoges). La refonte étant de nature à engendrer des ruptures de séries, des travaux de rétropolation ont également été initialisés au T4 2022.

[avis moyen terme du Cnis : **TRT 2]**

Le projet de bascule de l'**enquête annuelle SRCV** (Statistiques sur les ressources et les conditions de vie) a été lancé en septembre 2022. Il a pour double objectif d'intégrer l'enquête au sein de la nouvelle filière de collecte et d'introduire le multimode (face-à-face et téléphone) pour l'enquête SRCV 2025. Ces travaux impliquent de développer les fonctionnalités liées au panel en nouvelle filière, d'intégrer le nouveau « tronc commun des ménages » à l'enquête SRCV et de réaliser l'aval associé. Enfin le nouveau protocole de collecte avec des interrogations en face-à-face pour les nouveaux entrants et des réinterrogations par téléphone devra être consolidé selon les conclusions des travaux menés sur l'analyse des effets de mode.

La prochaine édition de l'**enquête Emploi du Temps** (EdT), dont la collecte se déroulera sur 2025-2026, est en cours de préparation. Le séminaire de lancement de cette enquête a eu lieu en mars 2022, et les différents comités afférents à l'enquête se montent peu à peu. Cette nouvelle édition proposera, pour les ménages à l'aise avec le numérique, un outil de collecte innovant : il s'agit d'une dématérialisation du carnet d'emploi du temps, qui pourra être renseigné sur tous types d'écrans. Cet outil est développé en 2022 et début 2023, et sera testé au printemps 2023 sur un échantillon de 2 100 ménages. Une partie de l'année 2022 a donc été consacrée à la préparation de ce test, de protocole particulier pour permettre de bien mesurer les effets de mode. Un questionnaire spécifique a également été défini pour comprendre les différences entre les deux modes de collecte.

[avis moyen terme du Cnis : **DQS 10**]

L'année 2022 a lancé les réflexions sur la rénovation de l'**enquête Budget de famille**, dont la prochaine édition aura lieu en 2026. L'objectif est de renouveler le protocole de l'enquête, qui devient

une enquête européenne obligatoire, dans un contexte de moindre distribution de tickets de caisse, et avec le souhait d'alléger la charge de réponse pour le ménage, de rendre cette collecte plus attractive pour lui, et également de raccourcir le temps mis par les enquêteurs. Un recentrage du questionnaire sur le cœur de l'enquête a ainsi été acté, et des réflexions sont en cours, d'une part sur l'opportunité de modifier les processus de saisie des dépenses, et d'autre part sur l'opportunité d'intégrer un outil de collecte numérique innovant pour le carnet de dépenses.

Par ailleurs, les travaux de passage au multimode de l'**enquête Logement** entrent dans la phase finale avant le démarrage de la collecte fin août 2023. Le pilote combinant des collectes par Internet et par téléphone a eu lieu au premier semestre 2022, avec un taux de réponse sur Internet encourageant et des résultats de la collecte par téléphone dans la ligne de ce qui était attendu. Des travaux d'exploitation des données collectées ont été entrepris afin d'éprouver l'ensemble de la filière technique et de préparer les processus de redressement des données pour la collecte finale. Ces travaux se poursuivront en 2023, avec un examen par le Comité du Label prévu à la fin du premier trimestre 2023.

[avis moyen terme du Cnis : **DQS 9**]

Les travaux de conception de l'**enquête dans les centres d'aide alimentaire** dont la collecte a été réalisée à la fin de l'année 2021, se sont poursuivis en 2022, Il s'agit d'une enquête ponctuelle, réalisée dans un temps record à la suite de la crise sanitaire, en raison d'une forte demande sociale et grâce à une disponibilité exceptionnelle du réseau d'enquêteurs de l'Insee en fin d'année 2021. Le traitement statistique aval de l'enquête a été réalisé au cours de l'année 2022, avec des premiers résultats publiés fin juin et un dossier dans France Portrait Social publié en novembre.

[avis moyen terme du Cnis : **DQS 6**]

La prochaine édition de l'**enquête Sans Domicile** est en cours de préparation. Un premier test a été réalisé à l'hiver 2022 sur le champ de l'hébergement. Le bilan de ce test a été réalisé et a permis de préparer la suite des travaux de conception, avec la mise en place de la comitologie de l'enquête dès septembre 2022, et un séminaire de lancement prévu en décembre. Un avis d'opportunité favorable du CNIS a été émis en juin 2022, et les travaux de tests sur le champ des sans-abri s'est poursuivie au second semestre avec une collecte réalisée en plusieurs temps entre décembre 2022 et mars 2023.

[avis moyen terme du Cnis : **DQS 5, DQS 9**]

1.2 Exploitations nouvelles de fichiers administratifs ou de sources privées, visant à créer des données statistiques non existantes ou se substituant à des enquêtes Refonte ou évolution importante de système d'information statistique existant

Le dispositif de connaissance localisée des revenus **Filosofi** est en cours de refonte. La refonte de la partie amont de la chaîne de production s'est achevée au T4 2022. Filosofi sera désormais construit en aval de Fidéli pour assurer plus de cohérence entre les deux dispositifs. Les appariements entre exhaustifs et le calcul des variables métier utiles (salaires, retraites, etc.) seront pris en charge par l'application Rapsodie. Des travaux ont également été lancés avec l'équipe Résil pour déterminer l'impact de Résil sur Filosofi.

Compte tenu de la croissance des revenus exonérés, des travaux d'enrichissement des productions du Pôle Revenus fiscaux et sociaux avec la base « Tous salariés » ont également été lancés au T4 2022. Ces travaux pourraient à terme permettre d'intégrer directement les **revenus exonérés** dans ERFS, SRCV et Filosofi. Actuellement, ces revenus sont imputés dans les enquêtes mais pas Filosofi, faute d'information disponible.

Le DRCVM participe à un groupe de travail portant sur l'accueil mensuel des **données du PASRAU** (Passage des Revenus Autres). Le dispositif PASRAU complète la Déclaration sociale nominative (DSN) pour tous les revenus autres que les salaires : retraites, rentes, indemnités chômages,

indemnités journalières, prestations sociales. Une analyse exploratoire de ces données est en cours ; le groupe de travail réfléchit à la construction d'indicateurs qualité relatifs aux données reçues.

Comme annoncé lors du précédent bilan, les travaux d'instruction de la diffusion du prototype **Fidélimmo** ont été achevés et ont abouti à la diffusion de ces données sous une forme normalisée et intégrée aux données de diffusion de Fidéli 2017 auprès du service statistique public ainsi que du CASD, à l'automne 2022.

1.3 Autres travaux statistiques nouveaux ou rénovés

Le règlement européen IESS est entré en vigueur à partir du millésime 2021 de l'enquête SRCV (volant français de l'enquête EU-SILC). Dès 2021, la date de transmission des données à Eurostat a été avancée au 31 mars, au lieu du 30 septembre auparavant. A partir du millésime de SRCV 2024, les données hors revenus seront attendues au 31 décembre de l'année d'enquête, et les données de revenus à la fin du mois de février N+1.

Les conditions de collecte particulières en 2020 ont conduit les enquêtes et Filosofi à fournir un diagnostic divergent en matière d'évolution des revenus et de la pauvreté en 2020. L'analyse de ces divergences a également conduit la division à réaliser des travaux méthodologiques pour améliorer le calage des données des enquêtes, et tendre vers une meilleure convergence des méthodes de traitement des données entre ERFS et SRCV. L'Insee n'a exceptionnellement pas validé les résultats issus de l'ERFS 2020, mais a proposé la diffusion d'un Insee analyse présentant les nombreuses investigations complémentaires réalisées sur les différentes sources pour analyser les points de divergence et de convergence des dispositifs ERFS, SRCV et Filosofi pour les revenus 2020.

1.4 Création ou refonte d'un référentiel : répertoire, nomenclature, zonage

Sans objet

1.5 Création ou rénovation d'outils et de produits de diffusion

Sans objet

2. Appariements de données individuelles utilisant le CSNS en 2022

Nom et finalité du dispositif final	Fichier 1		Fichier 2		Champ du fichier résultant de l'appariement
	Nom du fichier	Propriétaire	Nom du fichier	Propriétaire	
Étudier les revenus exonérés	ERFS 2020 et Filosofi 2020 (via Fidéli 2020)	Insee	Tous Salariés	Insee	Champ du fichier 1

3. Principales publications de l'année 2022

Titre de la publication	Lien vers le site de diffusion	Avis de moyen terme du CNIS concernés, le cas échéant	
		Avis généraux (cf.annexe 1)	Avis de commission (cf. annexe 2)
En 2020, une mesure de la pauvreté compliquée par la crise sanitaire	https://www.insee.fr/fr/statistiques/6542073	AVG2	
Une nouvelle mesure de la mobilité intergénérationnelle des revenus en France	https://www.insee.fr/fr/statistiques/6441712	AVG2	
Un peu plus d'un indépendant sur dix gagne moins de la moitié du Smic annuel et vit sous le seuil de pauvreté	https://www.insee.fr/fr/statistiques/6017572	AVG2	
Un tiers des adultes ont renoncé à effectuer une démarche administrative en ligne en 2021	https://www.insee.fr/fr/statistiques/6438420	AVG2	SERPU2
82 % des internautes protègent leurs données personnelles en ligne	https://www.insee.fr/fr/statistiques/6475020	AVG3	DQS8
Pendant les périodes de confinement, un tiers des personnes de 18 ans ou plus ont échangé tous les jours avec leur famille	https://www.insee.fr/fr/statistiques/6327641	AVG2	

0. Éléments de contexte en 2022

En métropole comme dans les départements et régions d'outre-mer (DROM), la collecte des relevés de prix à la consommation en point de vente a repris de manière habituelle après deux années très fortement marquées par la crise sanitaire. Les protocoles sont également stabilisés, après avoir été adaptés à plusieurs reprises pour tenir compte de restrictions variables selon les périodes (restrictions sur les déplacements, passe sanitaire, etc.). On note néanmoins que les enquêteurs personnes vulnérables au Covid n'ont pas encore pu, en application des textes, reprendre les relevés de prix sur le terrain.

L'année 2022 a été celle de la collecte de l'enquête de comparaison spatiale des prix, opération mobilisatrice pour la division, les sites prix et les enquêteurs, et très attendue par nombre d'utilisateurs.

Les travaux méthodologiques se sont poursuivies, notamment sur les données de caisse dans le but de compléter la liste de distributeurs majeurs transmettant leurs données à l'Insee.

L'inflation étant au cœur de l'actualité économique et sociale depuis plus d'un an, un accent particulier a également mis sur la réponse aux questions des médias, la réponse aux utilisateurs sur la méthodologie de l'indice des prix, la communication pédagogique sur la mesure des prix (billets de blog, vidéos…).

1. Travaux en 2022

1.1 Enquêtes ponctuelles ou dont la périodicité est supérieure à 3 ans, refonte importante d'enquêtes régulières

En 2022, outre la mobilisation toujours soutenue de l'ensemble de la division et des sites prix pour tenir la cadence des publications bi-mensuelles, le fait marquant en matière de production a été la collecte de l'enquête de comparaison spatiale des prix qui s'est déroulée au 1er semestre. Outre les travaux portant sur la métropole, dont la Corse, et les cinq DROM, l'Insee apporte un appui méthodologique aux collectivités d'outre-mer qui l'ont souhaité, ainsi qu'un appui spécifique pour la collecte à Saint-Martin.

L'enquête de comparaison spatiale des prix a été réalisée pour la première fois sous forme dématérialisée, en articulant les collectes pour l'indice des prix et pour l'enquête de comparaison spatiale, grâce aux développements de l'application Prisme qui a désormais entamé sa dernière année de développement. C'est également la première fois que les données de caisse seront utilisées pour la comparaison spatiale, sur une partie du champ.

La préparation de l'intégration de Mayotte dans l'IPC est en voie d'aboutir : à l'issue de cette deuxième année de montée en charge de l'échantillon mahorais, Mayotte pourra être intégrée dans l'IPC national au prochain changement d'année, dans l'indice de janvier 2023.

Le renouvellement des applications utilisées pour l'IPC s'est poursuivi dans le cadre du projet Prisme, avec le déploiement fin 2022 des fonctionnalités d'apurement. Ainsi, l'application Prisme est désormais utilisée pour les relevés de prix, pour la gestion de la collecte dans les sites prix et pour les relevés de l'enquête de comparaison spatiale des prix et des enquêtes parité de pouvoir d'achat. L'application de calcul de l'IPC, les fonctionnalités de diffusion et de changement d'année, sont les dernières fonctionnalités à développer.

1.2 Exploitations nouvelles de fichiers administratifs ou de sources privées, visant à créer des données statistiques non existantes ou se substituant à des enquêtes Refonte ou évolution importante de système d'information statistique existant

L'intégration des données de caisse de deux nouveaux distributeurs est en préparation. Les distributeurs doivent concevoir puis mettre en place les flux de données à mettre en place quotidiennement, en collaboration avec l'Insee. Les travaux méthodologiques en vue de l'intégration de ces sources dans l'indice des prix à la consommation pourront ensuite débuter.

1.3 Autres travaux statistiques nouveaux ou rénovés

Sans objet

1.4 Création ou refonte d'un référentiel : répertoire, nomenclature, zonage

Sans objet

1.5 Création ou rénovation d'outils et de produits de diffusion

L'Insee a diffusé pour la première fois la liste des variétés de l'indice des prix à la consommation en métropole et dans les DROM (hors Mayotte) et l'échantillon d'agglomérations de la base 2015. Ces métadonnées sont accessibles à tout utilisateur.

3. Principales publications de l'année 2022

La division des Prix à la Consommation a diffusé les Informations Rapides bi-mensuelles accompagnant la sortie de l'indice tout au long de l'année. Il n'y a pas eu d'autres publications nationales en 2022. L'indice des Prix à la consommation régional a été également été diffusé pour la Guadeloupe, la Guyane, La Réunion et la Martinique, ainsi que l'indice de Mayotte.

LEDa-LEGOS – LABORATOIRE D'ÉCONOMIE ET DE GESTION DES ORGANISATIONS DE SANTÉ.
UNIVERSITÉ PARIS DAUPHINE

***SHARE* (*Survey on Health, Ageing and Retirement in Europe*) est une enquête longitudinale sur la santé, le vieillissement et la retraite en Europe, portant sur les personnes de 50 ans et plus, conduite tous les 2 ans dans 27 pays Européens.**

L'année 2022 a donné lieu à la conduite de la 9e vague de l'enquête SHARE « traditionnelle » et d'une enquête satellite sur la mesure des fonctions cognitives auprès d'un sous-échantillon de panélistes (SHARE-HCAP).

Depuis son lancement en 2004, 9 vagues de l'enquête SHARE ont été conduites. La 9e vague de l'enquête SHARE « traditionnelle » s'est déroulée entre octobre 2021 et juillet 2022. L'année 2022 a ainsi été largement consacrée au suivi du terrain principal de cette 9e vague.

Le deuxième grand chantier de l'année a consisté à conduire une nouvelle opération d'enquête relative à la cognition auprès d'un sous-échantillon du panel actif SHARE. Cette enquête, appelée SHARE-HCAP, s'est déroulée entre mai et septembre 2022. Enfin, l'année 2022 a marqué une réorganisation en interne dans l'équipe SHARE-France induite par la préparation des nouveaux axes de travail autour du développement méthodologique et de la stratégie de valorisation scientifique.

Depuis 2012, le laboratoire LEDa-LEGOS de l'université Paris-Dauphine accueille une équipe en charge de la production, de l'utilisation scientifique et de la valorisation du volet Français de l'enquête SHARE. Les missions de l'équipe SHARE-Dauphine sont élargies avec une demande croissante des financeurs de contribuer à la promotion et au rayonnement de l'enquête à travers la valorisation scientifique , la formation, etc.

Les apports du projet SHARE peuvent être rattachés aux avis de moyen terme suivants du CNIS :

- **Avis général n°6 « Poursuivre les investissements dans les comparaisons internationales »** dans la mesure où l'enquête européenne SHARE se prête par nature aux comparaisons internationales

- **Avis général n°8 « Renforcer la lisibilité de la production du service statistique public »**, dans la mesure où les équipes SHARE apporte une attention particulière à la valorisation de l'enquête, à la diffusion de données ouvertes et simplifiées (easySHARE) autant qu'à la mise à disposition des décideurs publics et du grand public d'un savoir vulgarisé appuyé sur les données pour.

- **Avis thématiques principaux :**
  - **Avis n° 2** de la Commission Démographie et questions Sociales : « Suivre le vieillissement de la population »
  - **Avis n° 1** de la Commission Services publics et services aux publics : « Observer les parcours des personnes âgées »

- **Avis secondaires :**
  - **Avis n° 5** de la Commission Démographie et questions sociales : « Développer la mesure de la précarité résidentielle »
  - **Avis n°3** de la Commission Environnement et développement durable : « Approfondir le lien entre l'état de santé et l'environnement »
  - **Avis n°8** de la Commission Emploi, qualification et revenus du travail : « Approfondir

les liens entre parcours professionnel et santé »

- **Avis n° 3** de la Commission Services publics et services aux publics :« Veiller à la continuité du SI statistique sur les retraites »

⇨ *Stricto sensu, l'enquête SHARE ne se conforme à aucune des catégories proposées dans le plan type, puisqu'il s'agit d'une enquête répétée sur un canevas presque identique tous les 2 ans environ. A défaut, les informations sur les travaux liés à l'enquête SHARE pour 2022 sont reportés dans la catégorie « 1.1. »*

1. Travaux en 2022

1.1 Enquêtes ponctuelles ou dont la périodicité est supérieure à 3 ans, refonte importante d'enquêtes régulières

L'année 2022 a été principalement consacrée, pour ses aspects de production, à la conduite et au suivi de terrain de la vague 9 de l'enquête SHARE « classique » ainsi qu'à la préparation et la conduite de l'enquête satellite SHARE-HCAP.

Conduite et suivi de l'enquête de l'enquête SHARE « classique », vague 9

Le terrain de la 9e vague de l'enquête SHARE classique s'est déroulé entre octobre 2021 et juillet 2022. Cette vague 9 de l'enquête est largement calquée sur la vague 8 dans ses principes généraux, sa méthodologie et son organisation logistique.

Le questionnaire principal la vague 9 de SHARE n'a fait l'objet d'aucun changement significatif. Seules une dizaine questions relatives aux conséquence du Covid sur la fin de vie ont été introduites dans le questionnaire « fin de vie ». Comme lors des vagues précédentes, un bref questionnaire papier spécifique à la France (*drop-off*) a été ajouté au questionnaire principal. En outre, la vague 9 a vu l'introduction d'un questionnaire additionnel à destination des enquêteurs (SHARE-IWS) administré en CAWI.

En dépit des difficultés que faisait peser le contexte pandémique sur l'organisation et sur la participation en début de période, cette enquête SHARE vague 9 a pu être conduite en face-à-face comme à l'accoutumée.

Cependant, le niveau de participation à l'enquête a été décevant dans la plupart des pays participant à SHARE, et particulièrement en France, en dépit des innovations dans les procédures de contact et de suivi du panel qui ont été mises en place en 2021 et 2022 : envoi d'une brochure de résultats personnalisée, individualisation renforcée des lettres-avis envoyées en amont du terrain, envoi des chèques cadeau *ex ante* à tous les ménages du panel actif (c'est-à-dire envoi du chèque inconditionnellement à la participation à la vague 9).

Au total, le protocole SHARE a permis de collecter 2 968 questionnaires individuels répartis entre l'échantillon longitudinal (ménages ayant participé à l'une des 3 vagues antérieures de SHARE) et un échantillon de rafraichissement. Cet échantillon de rafraichissement contenait des ménages sélectionné lors de la vague 8 mais dont une partie n'avaient pas pu être contactés à l'époque en raison de l'arrêt brutal du terrain au 1er trimestre 2020. Le nombre d'entretiens issus de l'échantillon longitudinal est de 2 518 (dont 72 entretiens spécifiques « fin-de-vie »), conduits parmi un total de 3 368 ménages panel éligibles. Seuls 90% de ces ménages panel ont pu être effectivement contactés et 52% ont accepté de répondre à la vague 9 de SHARE. L'échantillon de rafraichissement contenait 1 200 ménages qui se sont avérés effectivement éligibles (une fois le contact établi et la phase de *screening* effectuée). Un total de 450 entretiens individuels a pu être conduit, soit un taux de participation global de 14% à l'échelle des ménages. Enfin, le *drop-off* a été rempli par 85% des individus ayant accepté de participer à SHARE v9.

La durée d'entretien médiane était de 75 minutes pour le questionnaire principal classique et de 21 min pour le questionnaire « fin de vie ».

Tous les indicateurs de performance sont globalement en deçà des standards de qualité de l'enquête SHARE. Cette vague d'enquête a été caractérisée, en France plus encore que dans les autres pays, par une majoration des difficultés pour contacter les ménages, une adéquation médiocre de l'échantillon de rafraichissement aux critères d'éligibilité théorique (imputable au manque d'actualisation des informations issue de la base de sondage) et une faible adhésion des ménages contactés (lassitude, état de santé trop dégradé, etc.).

110 enquêteurs ont été mobilisés pour conduire le terrain de la vague 9. 102 ont accepté de répondre au questionnaire enquêteurs soumis en CAWI (SHARE-IWS), soit un taux de participation de 93%.

Enquête satellite SHARE-HCAP

Le projet satellite SHARE-HCAP (*Harmonized Cognitive Assessment Protocol*) a été mis en œuvre en parallèle du terrain principal de la vague 9 dans 5 pays SHARE, dont la France.

Il s'agit d'un protocole harmonisé d'évaluation cognitive qui a pour but de mesurer les fonctions cognitives dans toutes leurs dimensions, afin d'identifier et d'étudier les signes avant-coureurs biomédicaux et socio-économiques de leur dégradation à un âge avancé. Ce protocole est directement inspiré d'une étude mise en place aux États-Unis en complément de l'enquête HRS (*Health and Retirement Study*). La collecte implique une combinaison de mesures subjectives et de tests, à travers 2 questionnaires distincts : l'un est administré à l'enquêté SHARE proprement dit en face-à-face (durée prévisionnelle de 70 minutes) et le second est soumis à un proche, en face-à-face ou par téléphone (durée prévisionnelle de 20 minutes). Le questionnaire au Répondant principal cherche plus particulièrement à mesurer les différentes dimensions de la mémoire (épisodique, sémantique, procédurale, perceptive) et des fonctions cognitives exécutives primaires (attention, planification, organisation, calcul, représentation). Le second questionnaire, appelé « Famille & Amis », adopte une approche plus subjective, à travers la perception par un proche de l'évolution des capacités du panéliste au cours du temps (mémoire, aptitudes intellectuelles générales, activités de la vie quotidienne, loisirs et tâches domestiques, centres d'intérêt).

L'objectif était d'obtenir 500 questionnaires à la fois pour le « Répondant principal » et le « Famille & Amis ». Au total, 523 entretiens « Répondant principal » ont pu être effectués en France sur le sous-échantillon de ménages sélectionné (stratifié par son score cognitif à partir des réponses aux vagues précédentes de SHARE). Le taux de contact s'est élevé à de 58% des individus éligibles ; 45% d'entre eux ont accepté de répondre à l'entretien (taux de participation effective). Seulement 399 questionnaires « Famille & Amis » ont pu être administrés pour les 523 panélistes enquêtés. La déperdition provient essentiellement des situations où le répondant principal ne pouvait/souhaitait pas désigner un proche pour répondre à ce questionnaire : en effet, parmi les proches désignés, les taux de contact et de participation effective ont été très bons (respectivement 92% et 91%).

50 enquêteurs ont été mobilisés pour ce terrain. La durée des entretiens dans SHARE-HCAP est très semblable aux durées constatées dans le protocole SHARE classique : médiane de 75 min pour l'entretien « Répondant principal » et 22 min pour l'entretien « Famille & Amis ».

1.2 Exploitations nouvelles de fichiers administratifs ou de sources privées, visant à créer des données statistiques non existantes ou se substituant à des enquêtes Refonte ou évolution importante de système d'information statistique existant

Non concerné.

1.3 Autres travaux statistiques nouveaux ou rénovés

L'équipe SHARE-Dauphine a une **double mission de conduite de travaux de recherche et d'incubateur de projets** afin de promouvoir et faciliter la recherche autour de l'enquête SHARE. Le principe est de développer des axes de recherche et de fédérer des groupes de recherche composés des membres de l'équipe SHARE-France, des chercheurs associés au développement de SHARE au LEDa-Legos (Université Paris Dauphine-PSL) auxquels s'adjoignent des chercheurs/utilisateurs extérieurs.

Ces axes de travail s'inscrivent principalement dans le cadre des **deux projets européens** auxquels est directement associée l'équipe SHARE-France de Dauphine : **SHARE-COHESION** (*"Cohesion in further developing and innovating SHARE across all 28 member countries"*, Grant Agreement: 870628) et **SHARE-COVID19** (*"Non-intended health, economic and social effects of the COVID-19 epidemic control decisions: Lessons from SHARE"*, Grant Agreement: 101015924).

L'équipe SHARE- Dauphine assure la direction du *work package* 3 du projet SHARE-COHESION pour la durée totale du projet (octobre 2019 – septembre 2023), ce qui consiste à enrichir et analyser en continu le module *"Health Care"*. La tâche principale consiste à revoir progressivement la conception du module, et à tester les nouvelles questions sur l'utilisation des soins de santé. Les modifications et les améliorations par rapport aux vagues antérieures sont effectuées en fonction de l'état de l'art et des problématiques actuelles, avec toutefois une contrainte forte de conservation de la comparabilité avec les données recueillies dans les vagues précédentes pour garder la force de l'utilisation « panel ». Les thématiques faisant l'objet d'enrichissement sont celles-ci : soins ambulatoires ; recours à la prévention ; renoncement aux soins ; soins dentaires ; modalités de recours aux médecins généralistes. Ces travaux font l'objet d'une première publication dans le *SHARE Methodology Volume* (wave 8).

Les tâches opérationnelles et support en lien avec ce travail méthodologique sont les suivantes :

- analyses de validité/faisabilité au fil de l'eau au cours des différentes étapes de pré- et post-production de l'enquête
- analyse des données recueillies en termes de recours aux soins, en lien avec les mesures de santé « objective » (partenariat avec le *work package* 2, University South Denmark), avec pour objectif d'évaluer la validité métrologique de ces nouvelles questions, surtout entre pays compte tenu des différences d'organisation des systèmes ;
- développement et test (dans le CAPI et en vie réelle) ;
- formation des enquêteurs, autour d'interventions ciblées lors des sessions de formation SHARE prévues en amont des 3 phases de terrain (pré-test, *field rehearsal* et terrain principal).

Les travaux du projet SHARE-COVID19, qui a débuté en novembre 2020, s'articulent autour des *work packages* 2 et 8.

L'ambition du *work package* 2 est de produire une analyse approfondie de la quantité et de la qualité de soins fournie avant, pendant et après la pandémie de Covid19, en cherchant spécifiquement à mieux quantifier et comprendre l'impact des différents types de barrières dans l'accès aux soins : renoncement aux soins de la part des individus, reports de soins programmés, impossibilités d'obtenir un rendez-vous. Il a déjà donné lieu à des travaux scientifiques sur l'accroissement des inégalités sociales de ce recours aux soins, et à la rédaction d'un article scientifique associé (Arnault et al, 2021).

Un deuxième axe de recherche porte sur les mécanismes d'adoption des gestes barrières, afin d'identifier notamment dans quelle mesure les traits de caractère et préférences individuelles (aversion au risque, patience, sensibilité politique, croyances religieuses…) contribuent à les expliquer (J. Bergeot, F. Jusot).

Enfin, un troisième axe questionne les configurations de cohabitation sur le lieu de vie (taille du ménage, cohabitation avec des ascendants ou des descendants, etc.) dans leur rapport avec l'évolution des troubles anxieux ou dépressifs des personnes durant la première vague de la pandémie (E. Bonsang, A. Laferrère, P. Mira, E. Pronkina).

Parallèlement à ces deux projets européens d'envergure, **d'autres études et travaux de recherche utilisant les données SHARE (classique ou SHARE-Covid) et impliquant directement les membres de l'équipe** SHARE-Dauphine ainsi que des collègues extérieurs ont été poursuivis au cours de l'année 2022.

De nombreux travaux s'inscrivent directement dans la thématique de l'équité en santé et de la caractérisation des inégalités sociales de recours aux soins. Une étude s'intéresse au niveau des « restes-à-charge » dans les dépenses de soins envisagé sous le prisme de l'équité verticale (financement différent pour des individus ayant des niveaux de vie différents) et de l'équité horizontale (financement identique pour les individus ayant le même niveau de vie). Ces deux approches complémentaires de l'équité dans les restes-à-charge sont notamment mis en perspective avec l'état de santé des personnes et les caractéristiques du système d'assurance maladie des pays concernés (F. Jusot, A. Lemoine). Un deuxième travail s'intéresse aux différences de recours aux soins dentaires, en testant notamment les différences d'implication du cadre théorique selon lequel est conceptualisée l'équité dans la mesure concrète du niveau d'inégalités d'accès aux soins qui peuvent être qualifiées de « justes » ou « d'injustes » (L. Arnault, F. Jusot). Un travail cherche à mesurerl'impact de la pandémie et des changements afférents dans l'accès et le recours aux soins sur le niveau d'équité horizontale et verticale de recours constaté dans les différents pays européens (L. Arnault, F. Jusot, T. Renaud).

Les conditions de recours aux soins et à la vaccination ont également donné lieu à plusieurs travaux de recherche. Un travail s'intéresse aux conséquences des barrières et difficultés d'accès aux soins durant la première vague épidémique sur la fragilité des personnes âgées un an plus tard (J. Bergeot, F. Jusot). Deux axes de réflexion questionnent les mécanismes du choix de recourir à la vaccination, à travers des déterminants individuels et préférences personnelles vis-à-vis du risque (J. Bergeot, F. Jusot) et des déterminants environnementaux liés au contexte culturel de chaque pays (E. Bonsang, E. Pronkina).

Plusieurs travaux portant sur les modalités de logement et de cohabitation des personnes âgées – cohabitation intergénérationnelle, précarité résidentielle et impact sur la santé, notamment mentale – ont été finalisés par des membres de l'équipe SHARE-Dauphine (L. Arnault, A. Laferrère) dans le cadre d'un numéro spécial de la revue *Gérontologie et Société* coordonné par A. Laferrère.

La thématique de recherche sur l'évolution de la cognition avec l'âge est appréhendée notamment sous l'angle du *« gender gap »*, c'est-à-dire des différences observées dans la conservation de la cognition entre hommes et femmes, en cherchant à mesurer la contribution respective des effets individuels au cours de la vie (opportunités économiques, relations sociales) et de l'effet des normes sociales et culturelles des différents pays (notamment en termes de respect de « l'égalité des genres ») (E. Bonsang, A. Lemoine)

Un autre travail sur la cognition mobilisant les données SHARE s'inscrit dans une logique environnementale : il cherche à évaluer l'impact des pics de température sur le fonctionnement cognitif des participants SHARE, en mettant en évidence les différences sociales qui peuvent également exister dans la vulnérabilité aux hautes températures et au processus de réchauffement climatique (E. Bonsang, E. Rouault)

Deux projets traitent, enfin, les questions du lien entre retraite et complémentaire santé d'une part et entre évènement de santé et revenu d'autre part. Le premier étudie les conséquences du passage à la retraite des individus sur les caractéristiques de leur contrat d'assurance complémentaire santé, à la fois le montant de la prime à leur charge et la qualité de la couverture souscrite (L. Arnault, J. Bergeot,

A. Mohammad). Le second est conduit en collaboration avec J. Bondoux et T. Barnay (ERUDITE – Upec) sur l'impact qu'a la survenue d'un choc de santé limitant les activités du quotidien sur l'évolution de l'employabilité et du revenu chez les personnes de 50-65 ans (F. Jusot, T. Renaud).

Enfin, un axe de recherche relatif à la méthodologie de l'enquête SHARE a été initié au cours de l'année, dans le cadre notamment de l'intégration de l'équipe SHARE-France à l'infrastructure **LifeObs** (cf. infra, § 1.5).

Les travaux menés dans ce cadre cherchent notamment à mieux caractériser les déterminants de la participation suivie au panel SHARE, en France et dans les autres pays. D'autres études techniques visant à identifier de manière plus précise et plus précoce les décès des panelistes SHARE s'inscrivent dans cet axe de travail.

1.4 Création ou refonte d'un référentiel : répertoire, nomenclature, zonage

Non concerné.

1.5 Création ou rénovation d'outils et de produits de diffusion

L'année 2022 a donné lieu à l'initiation et la poursuite de nombreux travaux scientifiques de la part des membres de l'équipe SHARE-France et des chercheurs associés à SHARE au sein du LEDa-Legos (Paris Dauphine-PSL), qui se sont concrétisés par une activité soutenue de présentation/intervention lors d'évènements scientifiques (conférences, *workshops*, séminaires …) et par les premières publications de ces travaux.

L'équipe SHARE-France a organisé, en partenariat avec l'ILVV et le CES, une journée scientifique dédiée à la mémoire du Pr Marie-ève JOËL, ancienne responsable scientifique du projet SHARE-France. Cette journée a été l'occasion de présenter des travaux fondés sur SHARE et, plus généralement, de témoigner de l'influence du projet SHARE sur la recherche relative au vieillissement en France au cours des dernières années.

L'année 2022 a également vu se concrétiser l'association de SHARE-France avec deux infrastructures de recherche d'envergure en France, qui ambitionnent respectivement de renforcer le développement méthodologique et la valorisation/diffusion des enquêtes (LifeOBS, infrastructure Equipex+ avec financement ANR) et de développer la réflexivité des usages des données de santé au service la société (Institut Santé Numérique en Société de Paris-Santé Campus, en attente de financement ANR dans le cadre du PEPR « Santé Numérique »).

Ces différents éléments témoignent de l'intégration continue de SHARE-France au sein à la fois de la communauté scientifique de la recherche sur le vieillissement et l'économie de la santé, des réseaux de producteurs d'enquêtes en SHS, et de l'offre pédagogique universitaire.

- Mise à jour du site internet dédié à l'enquête hébergé par l'université Paris-Dauphine à partir de données de terrain et de résultats d'études (https://share.dauphine.fr); celui devrait faire l'objet d'une large refonte en 2023

- Supports de communication :
  - Flyer de remerciements et de vœux
  - Développement d'une note de synthèse sur l'enquête SHARE-Covid à la demande de l'IR* Progedo (qui donnera à la publication d'une note de synthèse dans une collection *ad hoc* SHARE-France en 2023)

- **Co-organisation de conférences :**
  - Journée scientifique à la mémoire du Pr Marie-Ève JOËL (29 mars 2022)
  - Partenariat avec le Symposium de l'Institut de la Longévité, des Vieillesses et du Vieillissement (ILVV) (27-29 juin 2022)
  - Partenariat avec les 44e Journées des Économistes de la Santé Français (7-9 décembre 2022)

- **Présentation de travaux par les membres de l'équipe en conférence/séminaire :**
  - E. Pronkina, *"Robinson Crusoe: Less or More Depressed? With Whom and Where to Live in a Pandemic if You Are above 50"*, with I. Berniell, A. Laferrère & P. Mira, Netspar International Pension Workshop, 26-27 janvier 2022, Online
  - J. Bergeot, *"The consequences of unmet health care needs during the first wave of the Covid-19 pandemic on health outcomes"*, with F. Jusot, Séminaire de recherche LEDa-Legos, 17 mars 2022, Paris
  - E. Pronkina, *"The COVID-19 Curtain: Can Past Communist Regimes Explain the Vaccination Divide in Europe?"*, with I. Berniell, Y. Fawaz, A. Laferrère & P. Mira, 11th Alpine Population Conference, 27-29 mars 2022, La Thuile (Italie)
  - A. Laferrère, *« Vieillir chez soi/Ageing in place, les apports des expériences étrangères et des comparaisons internationales. Exploration d'une triade: logements / soins / financements »*, Journée scientifique à la mémoire de Marie-Ève Joël, 29 mars 2022, Paris
  - A. Laferrère, *« Et le Covid dans tout ça ?" Comment l'épidémie a changé les associations entre logement et bien-être. Trois exemples: santé mentale et conditions de logements, contagion et "living arrangements", "life satisfaction" en maison de retraite »*, Journée scientifique à la mémoire de Marie-Ève Joël, 29 mars 2022, Paris
  - E. Pronkina, *"The COVID-19 Curtain: Can Past Communist Regimes Explain the Vaccination Divide in Europe?"*, with I. Berniell, Y. Fawaz, A. Laferrère & P. Mira, European Public Choice Society, 11-14 avril 2022, Braga (Portugal)
  - J. Bergeot, *"Does informal care receipt delay nursing home entry? Evidence from Dutch linked survey and administrative data"*, with M. Tenand, SEHO Conference, 23-24 mai 2022, Londres (R-U)
  - L. Arnault, *"Does the Covid-19 pandemic threaten equity in healthcare use in Europe?"*, with F. Jusot & T. Renaud, 38e Journées de Microéconomie Appliquée, 2-3 juin 2022, Rennes
  - J. Bergeot, *"The consequences of unmet health care needs during the first wave of the Covid-19 pandemic on health outcomes"*, with F. Jusot, 38e Journées de Microéconomie Appliquée, 2-3 juin 2022, Rennes
  - A. Lemoine, *« Le reste-à-charge en santé nuit-il à l'équité dans le financement des soins ? Une comparaison des systèmes de santé en Europe »*, avec F. Jusot, 38e Journées de Microéconomie Appliquée, 2-3 juin 2022, Rennes
  - J. Bergeot, *"The consequences of unmet health care needs during the first wave of the Covid-19 pandemic on health outcomes"*, with F. Jusot, 21e journées Louis-André Gérard-Varet, 6-8 juin 2022, Marseille
  - F. Jusot, *"Inequalities of opportunities in healthcare use during the Covid-19 pandemic"*, with J. Bergeot, 21e journées Louis-André Gérard-Varet, 6-8 juin 2022, Marseille
  - E. Pronkina, *"The COVID-19 Curtain: Can Past Communist Regimes Explain the*

Vaccination Divide in Europe?", with I. Berniell, Y. Fawaz, A. Laferrère & P. Mira, 21e journées Louis-André Gérard-Varet, 6-8 juin 2022, Marseille

- J. Bergeot, *"Does informal care receipt delay nursing home entry? Evidence from Dutch linked survey and administrative data"*, with M. Tenand, 35th ESPE Conference, 16-18 juin 2022, Rende (Italie)
- E. Pronkina, *"The COVID-19 Curtain: Can Past Communist Regimes Explain the Vaccination Divide in Europe?"*, with I. Berniell, Y. Fawaz, A. Laferrère & P. Mira, 35th ESPE Conference, 16-18 juin 2022, Rende (Italie)
- J. Bergeot, *"The consequences of unmet health care needs during the first wave of the Covid-19 pandemic on health outcomes"*, with F. Jusot, EuHEA conference 2022, 5-8 juillet 2022, Oslo (Norvège)
- F. Jusot, *"Inequalities of opportunities in healthcare use during the Covid-19 pandemic"*, with J. Bergeot, EuHEA conference 2022, 5-8 juillet 2022, Oslo (Norvège)
- T. Renaud, *"Does the Covid-19 pandemic threaten equity in healthcare use in Europe?"*, with L. Arnault & F. Jusot, EuHEA conference 2022, 5-8 juillet 2022, Oslo (Norvège)
- A. Lemoine, *« Le reste-à-charge en santé nuit-il à l'équité dans le financement des soins ? Une comparaison des systèmes de santé en Europe »*, avec F. Jusot, EuHEA conference 2022, 5-8 juillet 2022, Oslo (Norvège)
- E. Pronkina, *"Family size and vaccination among older individuals: The case of COVID-19 vaccine"*, with E. Bonsang, EuHEA conference 2022, 5-8 juillet 2022, Oslo (Norvège)
- E. Pronkina, *"Robinson Crusoe: Less or More Depressed? With Whom and Where to Live in a Pandemic if You Are above 50"*, with I. Berniell, A. Laferrère & P. Mira, ESA RN01 Midterm Conference, 13-15 juillet 2022, Vienne (Autriche)
- E. Pronkina, *"The COVID-19 Curtain: Can Past Communist Regimes Explain the Vaccination Divide in Europe?"*, with I. Berniell, Y. Fawaz, A. Laferrère & P. Mira, EEA-ESEM 2022, 22-26 août 2022, Milan (Italie)
- J. Bergeot, *"Informal care and mental health: a story of unobserved heterogeneity"*, with L. Arnault, SHARE User Conference 2022, 5-7 octobre 2022, Bled (Slovénie)
- T. Renaud, *"Does the Covid-19 pandemic threaten equity in healthcare use in Europe?"*, with L. Arnault & F. Jusot, SHARE User Conference 2022, 5-7 octobre 2022, Bled (Slovénie)
- E. Pronkina, *"The COVID-19 Curtain: Can Past Communist Regimes Explain the Vaccination Divide in Europe?"*, with I. Berniell, Y. Fawaz, A. Laferrère & P. Mira, 9th IOS Annual Conference, 13-15 octobre 2022, Regensburg (Allemagne)
- A. Laferrère, *"SHARE COVID-19 Project, WP8. Location, housing, living arrangements and the virus: any lessons for public policy?"*, SHARE COVID-19 Project midterm meeting, 20-21 octobre 2022, Bruxelles (Belgique)
- L. Arnault, *"Informal care and mental health: a story of unobserved heterogeneity"*, with J. Bergeot, 44e Journées des Économistes de la Santé Français, 7-9 décembre 2022, Lille
- L. Arnault, *« L'effet du passage à la retraite sur les choix en matière de complémentaire santé en France : résultats de l'enquête SHARE »*, avec A. Mohammad & Y. Videau, 44e Journées des Économistes de la Santé Français, 7-9 décembre 2022, Lille
- L. Arnault, *« Analyse des effets de l'aide informelle sur le recours aux soins préventifs des aidants »*, with J. Bergeot & G. Caillive, 44e Journées des Économistes de la Santé Français, 7-9 décembre 2022, Lille

- F. Jusot, *« Le reste-à-charge en santé nuit-il à l'équité dans le financement des soins ? Une comparaison des systèmes de santé en Europe »*, avec A. Lemoine, 44e Journées des Économistes de la Santé Français, 7-9 décembre 2022, Lille
- T. Renaud, *"Does the Covid-19 pandemic threaten equity in healthcare use in Europe?"*, with L. Arnault & F. Jusot, 44e Journées des Économistes de la Santé Français, 7-9 décembre 2022, Lille
- A. Lemoine, *« Le reste-à-charge en santé nuit-il à l'équité dans le financement des soins ? Une comparaison des systèmes de santé en Europe »*, avec F. Jusot, 44e Journées des Économistes de la Santé Français, 7-9 décembre 2022, Lille
- A. Lemoine, *"Inherited Gender Norms and the Cognitive Gender Gap Among Older Individuals"*, with E. Bonsang, Conférence LIVES "Cognition, decisions and wellbeing in later life", 15 décembre 2022, Lausanne (Suisse)

- **Participation des membres de l'équipe SHARE à des manifestations scientifiques axées sur la méthodologie d'enquête :**
  - L. Arnault « *Enquête SHARE : présentation de la base easySHARE »*, AG LifeObs – table ronde, 14 octobre 2022, Aubervilliers
  - T. Renaud, *« Suivi des panels - Les bonnes (?) pratiques de SHARE »*, AG LifeObs – table ronde, 14 octobre 2022, Aubervilliers
  - T. Renaud, *« L'enquête SHARE et les données easySHARE – Contexte, méthodologie, applications»*, Semaine DataSHS, 6 décembre 2022, PUD Nanterre

- **Activités pédagogiques et de transferts de connaissance :**
  - Utilisation des données easySHARE dans le cadre de l'enseignement *« Initiation à R »*, Université Paris-Est Créteil (UPEC), Master 2 Économie de la santé (L. Arnault, janvier 2022)
  - Séance consacrée à SHARE dans le cadre de l'enseignement *« Ingénierie des données de santé »*, Université Paris-Est Créteil (UPEC), Master 2 Économie de la santé (T. Renaud, février 2022)
  - Utilisation des données easySHARE dans le cadre de l'enseignement *« Analyse empirique appliqée à la Santé »*, Université Paris Dauphine-PSL, Master 1 Quantitative Economics, (E. Bonsang, octobre-novembre 2022)
  - Séance consacrée à SHARE dans le cadre de l'enseignement *« Ingénierie des données de santé »*, Université Lille, Master 2 Économie de la santé (T. Renaud, novembre 2022)
  - Thèses de doctorat mobilisant les données SHARE (encadrement et/ou collaborations) : Arthur Juet, Adèle Lemoine, Éléonore Rouault (école doctorale Paris Dauphine-PSL, Justine Bondoux (école doctorale UPEC)
  - Accueil d'étudiants de Master 2 pour des stages de recherche : Guillaume Caillive (UPEC) sur le thème *« Effets de l'aide informelle sur le recours à la prévention des aidants »*

- **Contribution à des infrastructures et projets de recherche en France**
  - Membre partenaire de l'infrastructure de recherche LifeObs (https://lifeobs.site.ined.fr/) reconnue Equipex+ (n°ANR-21-ESRE-0037).

    Cette infrastructure pilotée par l'Ined qui regroupe 8 dispositifs d'enquête de la statistique publique couvrant toutes les étapes de la vie a pour ambition d'organiser la

synergie entre partenaires pour développer la méthodologie des enquêtes (multimode, appariements), assurer leur bonne valorisation/réutilisation et construire des contenus de formation *ad hoc*.

- Membre partenaire de l'Institut Santé Numérique en Société de Paris Santé Campus, porté par l'ENS et PSL (co-dirigé par F. Jusot)

  L'Institut Santé Numérique en Société de Paris Santé Campus explore et participe à résoudre les enjeux éthiques, sociologiques, économiques, politiques et juridiques liés à l'utilisation des données de santé

- Membre partenaire de l'Institut de la Longévité, des Vieillesses et du Vieillissement (GIS ILVV) (F. Jusot)

- **Participation à des réseaux de chercheurs et de producteurs de données en France :**
  - Participation (F. Jusot et T. Renaud) au comité d'experts d'un projet visant au développement de « kits pédagogiques » d'enquête, projet porté par le réseau national des PUD et financé par le GIS URFIST
  - Participation au « Groupe des producteurs de données statistiques sur le handicap » à l'invitation de l'Observatoire de la Solidarité de la Drees (T. Renaud)
  - Participation au comité de concertation préparatoire à l'enquête Autonomie piloté par la Drees (T. Renaud)

MEDES – MISSION ENQUÊTES, DONNÉES ET ÉTUDES STATISTIQUES - INSTITUT NATIONAL DE LA JEUNESSE ET DE L'ÉDUCATION POPULAIRE

0. Éléments de contexte en 2022

La Mission des enquêtes, données et études statistiques (MEDES) est rattachée à l'Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire (INJEP), service à compétence nationale placé auprès du directeur de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative (DJEPVA). Cette direction, placée sous l'autorité du ministre de l'Éducation nationale et de la Jeunesse (MENJS), est rattachée à son secrétariat général depuis le 1er janvier 2021.

Au sein de l'INJEP, la MEDES constitue le service statistique ministériel du ministère en charge de la jeunesse, des sports et de la vie associative. Ses travaux s'articulent principalement autour de la vie associative, des pratiques sportives, de l'économie du sport, des formations, métiers et emplois liés aux sports et à l'animation, ainsi que des accueils collectifs de mineurs (centres de vacances et de loisirs), du service civique, du service national universel et de la mobilité internationale des jeunes.

Sur ces thématiques, la MEDES continue de produire régulièrement des statistiques attendues par l'ensemble des acteurs du secteur. Dans le même temps, la MEDES travaille à l'amélioration de ses outils de diffusion, en combinant tableaux en ligne, publications synthétiques de type « Chiffres-clés » et visualisation cartographique. Cette diffusion permet de mieux répondre aux besoins des différents utilisateurs, qu'ils soient à la recherche de données détaillées ou synthétisées.

En 2022, du point de vue des ressources humaines, la MEDES a connu plusieurs mois de sous-effectif avec les absences de longue durée de la cheffe de mission (congés maternité) et de la chargée d'études et d'enquête sur les pratiques sportives (congés maternité), ainsi qu'une vacance de poste du chargé d'enquête sur le recensement des licences sportives suite à l'issue défavorable de la campagne de mobilité Insee (candidate retenue qui avait classé la MEDES en premier sur sa liste de candidature, mais a été orientée vers une autre direction).

1. Travaux en 2022

Baromètre sur la pratique sportive 2022

La collecte de l'édition 2022 du Baromètre nationale des pratiques sportives a eu lieu en juin 2022. La conception du questionnaire s'est déroulé en début d'année. Elle a permis de recueillir des informations sur la pratique sportive et vise à mesurer l'évolution des pratiques sportives depuis 2018. Les premiers résultats de cette enquête feront fait l'objet d'une publication fin 2022, accompagnée d'un rapport complet de présentation des résultats.

Enquête auprès des organisateurs de séjours collectifs de mineurs

La MEDES a réalisé, en partenariat avec la DJEPVA, le pilote d'une enquête auprès des organisateurs de séjours collectifs de mineurs.

Objectifs

Dans un contexte de baisse historique des départs en colonies de vacances, aggravée par la crise sanitaire, de tension sur le recrutement des animateurs, etc. l'objectif de cette enquête est de permettre une meilleure connaissance du modèle économique des organisateurs de colonies de vacances (coûts, charge, tarification, patrimoine, etc.), du projet des jeunes mineurs accueillis (public spécifique, genre, etc.) de l'équipe d'animation, les aides financières versées au bénéfice des enfants accueillis, ainsi que les difficultés du secteur et en particulier les difficultés actuelles de recrutement d'animateurs.

En effet, il n'existe aucune source recensant de manière comparable les ressources et les charges des organisateurs (dépenses, emploi, masse salariale...), permettant de dresser un bilan de leur situation financière.

Principaux partenaires

Direction de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative (DJEPVA)

Période de réalisation

La conception de cette enquête a débuté au premier semestre 2022, en collaboration avec la DJEPVA et en concertation avec les principaux acteurs du champ (OVLEJ, CNAF, etc.).

Un groupe de travail s'est réuni en début d'année (Injep, DJEPVA, OVLEJ) pour l'élaboration d'un questionnaire. Ce projet d'enquête et de questionnaire ont été présentés au comité scientifique et d'orientation de l'INJEP (en sous-commission Vie associative, éducation populaire et sport) pour discussion avec des chercheurs et experts du champ de l'animation.

Un échantillon de 250 organisateurs de séjours collectifs de mineurs a été constitué, pour tester le protocole et le questionnaire sur toute la diversité des types d'organisateurs et de séjours (séjours été/non été, organisateurs privés, associations, collectivités territoriales, etc., différentes tailles de structure, etc.).

La collecte s'est déroulée à l'issue de la saison estivale, du 4 au 28 octobre. Le bilan de cette opération sera réalisé à l'automne.

Enquête thématique sur les victimations dans le sport et les loisirs lors de l'enfance

[avis moyen terme du Cnis : DQS 3]

Objectifs

Dans le cadre du comité de concertation du projet de refonte de l'enquête de victimation CVS (« Cadre de vie et sécurité ») mis en œuvre par le Service statistique ministériel de la sécurité intérieure (SSM-SI), la MEDES et la Direction des Sports ont fait en 2021 une proposition d'enquête thématique sur les victimations dans le sport. Le sujet étant inédit, cette proposition a retenu l'attention du comité scientifique du projet pour l'enquête VRS 2024. L'insertion de questions sur les victimations subies dans le cadre d'autres loisirs lors de l'enfance (ex : colonies de vacances) est aussi prévue.

Principaux partenaires

Direction des sports, DJEPVA, Agence nationale du sport

Période de réalisation

La conception du questionnaire thématique a débuté au 3e trimestre 2022, avec la réunion d'un comité scientifique en novembre 2022. Il sera finalisée début 2023, en partenariat avec l'équipe conceptrice et la Direction des Sports, en vue du pilote mi 2023. La collecte de ce questionnaire thématique se fera en 2024, auprès d'un échantillon de répondants à l'enquête Socle surreprésentant notamment les personnes ayant déclaré des victimations dans un cadre sportif et les sportifs lors de l'interrogation du questionnaire socle en première phase d'enquête.

Participation à l'enquête « enquête jeunes et orientation 2023 » de la DEPP

[avis moyen terme du Cnis : DQS 3]

Objectifs

En 2023, les élèves du panel DEPP recrutés en 2011 seront réinterrogés par la DEPP, alors que la majorité sera en classe de terminale. A la suite de l'enquête conduite en 2019 auprès de ce panel sur les activités des jeunes en dehors du collège (AJEC), la MEDES a souhaité les réinterroger sur leur pratique sportive et leur engagement. L'objectif est d'étudier la baisse de la pratique sportive des adolescents et notamment des adolescentes habituellement observée après l'entrée au lycée ainsi que la concrétisation ou non des souhaits d'engagement exprimé quand ils avaient 13-14 ans.

Période de réalisation

Le comité de concertation pour la conception du questionnaire s'est réuni au printemps 2022, avec la participation de l'Injep pour le choix des questions sur la pratique sportive et l'engagement issues du questionnaire de l'enquête AJEC. Un pilote s'est déroulé en mai-juin 2022. La collecte se déroulera au 2e trimestre 2023.

Participation à l'enquête « Autonomie » de la DREES

L'INJEP est partenaire de la DREES dans la cadre de la préparation de son enquête « Autonomie ». Il participe notamment à l'élaboration d'un module du questionnaire destiné à mesurer les pratiques physiques et sportives des personnes en situation de handicap.

Période de réalisation

Du fait de la crise sanitaire et de ses impacts sur le plan de charge des enquêteurs Insee, le test de l'enquête Autonomie-Ménages, initialement prévu en face-à-face en décembre 2020, s'est déroulé du 8 juin au 28 août 2021. La collecte de l'enquête ménage comportant des questions sur la pratique sportive était prévue d'octobre 2021 à juin 2022, en face-à-face. Elle a été reportée à avril-décembre 2022.

Ce projet répond à l'objectif de moyen terme « DQS 1. Assurer la continuité de l'information sur les personnes handicapées ».

1.2 Exploitations nouvelles de fichiers administratifs ou de sources privées, visant à créer des données statistiques non existantes ou se substituant à des enquêtes
Refonte ou évolution importante de système d'information statistique existant

Données issues de Sytèmes d'information (SI) sur les associations

En 2022, la MEDES a expertisé les possibilités d'exploitation des données de Data.asso et de Mon compte asso sur les associations contenues dans les SI de la Direction de la jeunesse, éducation populaire et vie associative (DJEPVA). Il est apparu qu'en raison d'impératif de gestion, les associations présentes en doublon ne sont pas traitées par la DJEPVA et qu'il n'est pas possible de les identifier. En outre, Mon Compte Asso ne répertorie qu'une partie des associations, non représentatives de l'ensemble du champ (par exemple quasi exhaustivité sur le champ sport en raison du Pass'Sport déclaré par ce biais, mais mauvaise couverture sur d'autres secteurs), et contient beaucoup de données purement déclaratives, sans contrôle sur l'identité du déclarant. Les projets d'exploitation de ces sources à des fins statistiques sont donc abandonnés.

1.3 Autres travaux statistiques nouveaux ou rénovés

Recensement annuel des licences et clubs sportifs

La MEDES réalise un recensement annuel des licences et clubs auprès des 118 fédérations sportives agréées, dans le cadre des conventions d'objectifs que l'État signe avec les fédérations. Chacune d'entre elles fournit deux fichiers détaillés relatifs aux licences délivrées et aux clubs qui lui sont affiliés.

Grace à une collaboration avec l'INSEE, ces données sont géo-localisées.

Les statistiques de l'année N (saison N-1/N pour la majorité des fédérations), ventilées par fédérations, régions, départements, sexe et tranche d'âges, sont mises en ligne sur le site de l'INJEP en juillet N+1. La direction des sports, ainsi que les acteurs du sport (Comité national olympique et sportif français (CNOSF), etc.) expriment régulièrement le besoin de disposer de données plus rapidement, y compris sur la saison en cours. Pendant la période de crise sanitaire, ce besoin s'est accentué.

En 2022, la MEDES a donc interrogé à titre expérimental les fédérations sportives sur le nombre global de licences délivrées à la date du recensement depuis le début de la saison en cours (septembre 2021-janvier 2022 pour la plupart). Des travaux méthodologiques seront conduits en 2023 pour confronter cet indicateur partiel avec le réalisé sur la saison complète et tenter d'estimer un indicateur provisoire sur le nombre de licences de l'année en cours N, avant publication de l'indicateur définitif l'année N+1. Si ces travaux aboutissaient, cet indicateur provisoire pourrait être mobilisé pour évaluer l'impact des jeux olympiques et paralympique sur la pratique fédérale dès début 2025.

1.4 Création ou refonte d'un référentiel : répertoire, nomenclature, zonage

Sans objet

1.5 Création ou rénovation d'outils et de produits de diffusion

Production de chiffres clés

Depuis 2019, l'INJEP a opéré une refonte de ses publications « Chiffres-clés » et propose un nouveau mode de diffusion, combinant tableaux en ligne et publication synthétique au moyen d'infographies disponibles sous format papier et sur son site internet. Cette diffusion permet de mieux répondre aux besoins des différents utilisateurs, qu'ils soient à la recherche de données détaillées ou d'une vision synthétique.

En 2022, les « Chiffres-clés de la vie associative » ont été mis à jour. Pour faciliter la communication et la diffusion des indicateurs, il sera accompagné d'un fichier d'infographies.

Cet outil de diffusion répond à l'objectif de moyen terme « AVG 8. Renforcer la lisibilité de la production du service statistique public ».

Diffusion systématique de « chiffres à la Une » et accompagnement par des capsules vidéos

La mission valorisation et diffusion de l'Injep a systématisé la mise en avant sur le site de l'Injep et les réseaux sociaux (Twitter, LinkedIn, etc.) de Chiffres à la Une lors de la mise en ligne de données et de publications de la MEDES. Il s'agit d'une série de 3 à 4 indicateurs clés tirés de la publication ou illustrant un fait marquant, sous forme d'infographies.

Les productions de la MEDES seront également régulièrement accompagnées par la mise en ligne de vidéos courtes à visées pédagogiques, qu'il s'agisse d'expliquer un chiffre clé ou marquant (« un chiffre et son commentaire ») ou de présenter les principaux résultats d'une étude ou de données mises en lignes (« 180 secondes sur »).

Ces outils de diffusion répondent à l'objectif de moyen terme « AVG 8. Renforcer la lisibilité de la production du service statistique public ».

3. Principales publications de l'année 2022

Titre de la publication	Lien vers le site de diffusion	Avis de moyen terme du CNIS concernés, le cas échéant	
		Avis généraux (cf.annexe 1)	Avis de commission (cf. annexe 2)
Pratique sportive et état de santé	https://injep.fr/publication/pratique-sportive-et-etat-de-sante/		
Quatre collégiens sur cinq envisagent de devenir bénévoles dans une association	https://injep.fr/publication/quatre-collegiens-sur-cinq-envisagent-de-devenir-benevoles-dans-une-association/		
SNU. Séjours de cohésion 2022 : des motivations et expériences vécues plurielles	https://injep.fr/publication/sejours-de-cohesion-2022-des-motivations-et-experiences-vecues-plurielles/		
Deux tiers des 15 ans ou plus ont une activité physique ou sportive régulière en 2020	https://www.insee.fr/fr/statistiques/6535289?sommaire=6535307		
Au-delà de la pratique, le sport comme une expérience culturelle	https://www.insee.fr/fr/statistiques/6535291?sommaire=6535307		

Loisirs des villes, loisirs des champs : territoires et caractéristiques sociales des personnes influent sur leurs loisirs sportifs et culturels	https://www.insee.fr/fr/statistiques/6535293?sommaire=6535307		TRT 1. Mettre à disposition des indicateurs locaux pour l'action publique dans les territoires
Deux tiers des français impliqués dans la vie associative, via leurs dons ou participations, des bénévoles plus rares	*(à paraître la collection Injep Analyses et Synthèses)*		
Premiers résultats du baromètre sur la pratique sportive 2022	*(à paraître dans Injep Analyses et Synthèses)*		
Chiffres clés de la vie associative	*(à paraître)*		
Pratique physique et sportive par univers sportif. Les enseignements de l'enquête nationale sur les pratiques physiques et sportives 2020	*(ouvrage à paraître)*		

SDES– SERVICE DES DONNES ET ÉTUDES STATISTIQUES - MINISTÈRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE

0. Éléments de contexte en 2022

En 2022, les attentes en termes de données et d'analyses sur l'énergie et l'environnement se sont intensifiées dans un contexte où les enjeux environnementaux occupent une place croissante en lien avec le Green Deal, et où la guerre en Ukraine a conduit à de fortes tensions sur les prix de l'énergie et des enjeux importants en termes d'approvisionnement.

Sur le plan international, au-delà des nombreux rapportages de données statistiques, l'année 2022 a ainsi été marquée par de nombreuses demandes sur l'origine des approvisionnements énergétiques ainsi que par des données plus précoces et plus fréquentes sur le suivi de la consommation énergétique et les prix de l'énergie. La discussion sur l'évolution du règlement sur les comptes économiques de l'environnement s'est par ailleurs poursuivie au niveau Conseil et Parlement après l'adoption d'un projet par la Commission. L'objectif de cette évolution est de rendre obligatoire dans les années à venir le rapportage sur les comptes de la forêt, sur les subventions positives et d'introduire les comptes d'écosystèmes. Une Task Force dédiée aux comptes d'écosystèmes a été mise en place pour l'élaboration de guides méthodologiques.

Les quatre formations permanentes de la Commission de l'économie du développement durable (énergie-climat, environnement, transports, logement), mises en place en 2021, se sont réunies chacune deux fois dans l'année permettant de présenter les dernières publications des comptes de l'énergie, du transport, du logement ou de l'environnement et de partager des études récentes.

Dans le domaine de l'énergie, les investissements se sont poursuivis pour enrichir et consolider l'offre de statistiques, s'agissant notamment des énergies renouvelables, de la cogénération, de l'hydrogène, de la consommation d'énergie par usage et de la mise à disposition de données locales d'énergie. Le suivi de la rénovation énergétique reste un axe important, avec notamment une nouvelle estimation de l'état du parc de logement par classe de consommation énergétique, en lien avec la réforme du diagnostic de performance énergétique, le suivi des aides à la rénovation et des économies d'énergie associées et la préparation de la prochaine enquête sur les travaux de rénovation énergétique dans les logements.

Plusieurs sources et travaux nouveaux sont venus enrichir la connaissance dans le domaine du logement et des transports, avec la diffusion nouvelle d'un « chiffres clé » sur le logement, une première valorisation en fin d'année de l'enquête Logement 2020, une nouvelle étude sur le recours au covoiturage et la pratique de l'autosolisme à partir de l'enquête sur la mobilité des personnes, et de premières statistiques sur les VTC.

Dans le domaine environnemental et du développement durable, au-delà de l'actualisation de nombreux indicateurs de suivi, les investissements se sont poursuivis pour enrichir et compléter les indicateurs existants dans plusieurs domaines (biodiversité, consommation d'eau, bruit…). Plusieurs travaux à dimension internationale, engagés en 2021, ont été publiés (classements internationaux à dimension environnementale, comparaisons intérieures de matières en Europe) tandis qu'un nouveau document de synthèse a été préparé sur les risques naturels, en vue d'une diffusion début 2023. La nouvelle édition de l'enquête sur la perception des risques environnementaux a également été valorisée en fin d'année.

Enfin, la modernisation et sécurisation des processus de production et de diffusion statistiques est restée un enjeu important avec de nombreux investissements en termes de méthodologie, de modernisation des outils de collecte et de documentation. Plus généralement, les travaux sur la qualité se sont poursuivis avec la définition d'une nouvelle feuille de route de la qualité, dans le prolongement de la revue des pairs de 2022.

1. Travaux en 2022

1.1 Enquêtes ponctuelles ou dont la périodicité est supérieure à 3 ans, refonte importante d'enquêtes régulières

Logement-construction :

Les travaux de validation de l'enquête sur le logement (ENL) 2020 se sont poursuivis tout le long de l'année 2022 avec la publication de premiers résultats en fin d'année. Outre le traitement de la non-réponse et les calages sur marges, des informations sur les revenus 2019 et 2020 des ménages ont été introduites à partir des sources fiscales. Cet enrichissement sera complété par les revenus 2021 au printemps 2023 afin de pouvoir calculer le taux d'effort en matière de logement indépendamment des effets de la crise sanitaire sur la collecte.

En mai 2022, la diffusion des indicateurs produits à partir de l'enquête de commercialisation des logements neufs (ECLN) a été complétée par la première publication trimestrielle sur la commercialisation auprès des institutionnels (également appelée « ventes en bloc »). La première collecte auprès des promoteurs immobiliers de données relatives aux ventes en bloc (VEB) ainsi qu'aux constructions sur existant datait de 2017. Toutefois, avant d'intégrer les séries correspondantes aux publications courantes, il avait été nécessaire de capitaliser un nombre suffisant d'observations trimestrielles pour être en mesure de calculer des effets saisonniers associés à ces pratiques.

Le projet de refonte de l'enquête sur le Prix de Revient des Logements Neufs (ICC-PRLN) comporte trois volets : réviser la méthodologie du processus de collecte ; réorganiser ce dernier ; et dématérialiser l'enquête en recourant au dispositif Coltrane de l'Insee. Les deux premières dimensions, structurant l'ensemble du projet, ont représenté la majorité des travaux en 2022. Ces derniers ont été menés en étroite concertation avec l'Insee qui est en charge du calcul de l'indice trimestriel du coût de la construction (ICC). La nouvelle méthodologie adoptée dans le cadre du projet de refonte s'inspire des bonnes pratiques internationales. Elle vise à accroître la puissance statistique et à diversifier les usages de l'enquête par un nombre de permis de construire observés tendant vers l'exhaustivité, ainsi que par le traitement économétrique des projets de construction ne recourant pas à un marché de prestation pour chacune des opérations de construction. L'homogénéité des prix collectés sera aussi renforcée par des dates d'observation aussi articulées que possible avec l'ouverture du chantier. Au cours du premier semestre 2023, le nouveau questionnaire sera testé auprès des entreprises, ainsi qu'informatiquement auprès de la filière Coltrane. L'enquête ICC-PRLN sera examinée par le Comité du Label au second semestre 2023.

1.2 Exploitations nouvelles de fichiers administratifs ou de sources privées, visant à créer des données statistiques non existantes ou se substituant à des enquêtes Refonte ou évolution importante de système d'information statistique existant

Logement-construction :

En 2022, le Sdes a continué de participer au programme de dématérialisation de l'application du droit des sols, dit Démat.ADS ou « Permis de construire en ligne ». Les développements informatiques se sont poursuivis, notamment pour garantir les meilleures conditions de collecte des déclarations d'ouverture de chantier (DOC) ou d'achèvement des travaux (DAACT) pour les communes tenues de dématérialiser leur processus d'instruction (3 500 habitants ou plus) à partir du 1er janvier 2022.

Au-delà du raccordement de Sit@del à Plat'AU, le processus de collecte et de traitement des données relatives aux demandes d'autorisation d'urbanisme est en cours de refonte dans le cadre du projet Sit@del3. L'objectif est de disposer d'un processus cible moins consommateur en ressources, permettant la production d'indicateurs mensuels de qualité renforcée, exploitant l'exhaustivité des données de Cerfa mises à disposition par Plat'AU et favorisant l'interopérabilité avec les sources externes. L'année 2022 a été consacrée à l'achèvement de la définition détaillée des besoins fonctionnels de ce projet puis, à partir du 4e trimestre, au démarrage des développements informatiques. La mise en production du système d'information Sit@del3 est attendue pour le 4e trimestre 2024.

Transports :

Les travaux expérimentaux sur les voitures particulières, menés en 2021 avec le SSP Lab de l'Insee à partir du répertoire statistique sur les véhicules routiers ont permis d'affiner les premières estimations du parc de véhicules roulants et de généraliser la méthode à tous les types de véhicules routiers (excepté les deux-roues motorisés). Ces travaux, qui ont fait l'objet d'une communication aux journées de méthodologie statistique, ont conduit à la mise à disposition de séries de parc au niveau national, régional et communal. Ils seront complétés en fin d'année par la diffusion de parcs dans les zones à faibles émissions, avec des zonages territoriaux complémentaires (aire d'attraction des villes, unités urbaines) puis, en 2023, par la diffusion de nouvelles données sur la circulation des véhicules (kilométrages parcourus au cours de l'année précédente).

Une expérimentation a été engagée, en collaboration avec l'Insee, pour rapprocher le répertoire statistique des véhicules routiers, de données sur la composition et le niveau de vie des ménages, grâce à l'utilisation d'un code statistique non signifiant, nouveau projet piloté par l'Insee en vue de faciliter les appariements de données dans des conditions sécurisées. Ce projet devrait permettre d'éclairer en 2023 le lien entre le niveau de vie, la structure des ménages, et le renouvellement du parc de véhicules.

Dans le domaine du transport public particulier de personnes (T3P), suite à la publication des arrêtés encadrant la transmission de nouvelles données de plateformes VTC, une première expérimentation du recueil et traitement de ces données a été menée. La montée en qualité des identifiants (non signifiants) des conducteurs suite au renouvellement et à la sécurisation des cartes professionnelles a permis de simplifier nettement les procédures d'appariement envisagées. Pour la première fois, les données sur les chauffeurs de VTC ont pu être rapprochées entre les différentes plateformes (les chauffeurs pouvant être connectés à plusieurs plateformes simultanément), de sorte à consolider l'information sur l'ensemble des plateformes et améliorer la connaissance de l'activité, des temps de travail et des revenus des chauffeurs de VTC. De tous premiers résultats ont été publiés en septembre 2022, et de nouvelles analyses sur les conducteurs de VTC et les courses réalisées devraient être publiées au 1er trimestre 2023.

1.3 Autres travaux statistiques nouveaux ou rénovés

Logement-construction :

La diffusion du nouveau millésime (2019) du fichier des logements à l'échelle communale (Filocom) s'est déroulée en deux temps : mise à disposition sur le CASD des données au logement à l'été 2022 puis, au 4e trimestre, diffusion auprès d'institutionnels du logement de cubes secrétisés.

La collaboration avec le réseau de l'action régionale de l'Insee s'est renforcée ces dernières années en vue d'accroître l'offre d'indicateurs sur le logement pour les études territoriales. En 2022, le partenariat s'est concrétisé par la livraison de nouveaux lots d'investissements méthodologiques à l'attention des directions régionales de l'Insee et du MTECT sur deux thématiques à forts enjeux : la consommation d'espace en lien avec les évolutions démographiques ; les déterminants des prix de vente sur les marchés locaux de l'immobilier.

1.4 Création ou refonte d'un référentiel : répertoire, nomenclature, zonage

Logement-construction :

Au 1er semestre 2022, l'identification des besoins que pourrait satisfaire un Répertoire Inter-Administratif d'identifiants de Locaux (RIAL) a été approfondie par l'Insee et le SDES grâce à une large consultation (Ademe, ANAH, distributeurs d'énergie, opérateurs de fibre optique, sécurité civile, ministères sociaux et caisses de sécurité sociale, etc.). Autant que possible à ce stade de la conception, les prérequis techniques (architecture informatique, webservices, sécurité) et réglementaires (textes à prendre, déclarations RGPD) ont été identifiés pour que les différents partenaires intéressés puissent effectivement bénéficier des services rendus par le répertoire. La collaboration avec la DGFiP, qui a vocation à prendre en charge la maîtrise d'œuvre informatique du futur répertoire compte tenu de sa forte adhérence avec son référentiel de locaux Rloc, a été poursuivie. Les développements informatiques nécessaires devraient être engagés dans le courant de l'année 2023. Le service d'exposition du RIAL à des tiers devrait ouvrir pour de premiers cas d'usage d'institutionnels au début de l'année 2024. Il n'est pas envisagé d'ouvrir ce service au grand public à moyen terme.

1.5 Création ou rénovation d'outils et de produits de diffusion

Logement-construction :

L'arrêté du 16 mars 2021 relatif au traitement automatisé des données d'urbanisme dénommé « Sit@del » a permis de redéfinir en profondeur l'ouverture au public des données sur les demandes d'autorisation d'urbanisme. Depuis le 1er juin 2021, deux types de données à caractère personnel sont diffusées, y compris lorsque le demandeur de l'autorisation d'urbanisme est un particulier : le lieu des travaux (adresse et références cadastrales) et le numéro d'enregistrement des demandes d'autorisations d'urbanisme. Ces deux exceptions sont justifiées par le fait que ces informations sont considérées comme nécessaires à l'information du public à des fins d'étude, d'évaluation et de suivi des politiques publiques.
À la demande des utilisateurs, des informations supplémentaires ont été ajoutées en mai 2022 aux fichiers en open data, notamment la date de prise en compte des permis dans Sit@del, qui correspond le plus souvent au mois de dépôt des demandes, et des champs qui fournissent une grille descriptive des types de projets concernés.

2. Appariements de données individuelles utilisant le CSNS en 2022

Nom et finalité du dispositif final	Fichier 1		Fichier 2		Champ du fichier résultant de l'appariement
	Nom du fichier	Propriétaire	Nom du fichier	Propriétaire	
Parc de véhicules des ménages : connaître les caractéristiques et le niveau de vie des ménages qui détiennent le parc de véhicules (voitures et véhicules utilitaires légers) pour aider à définir/évaluer les politiques publiques concernées (types de ménages affectés par la transition écologique, émissions de CO2 des ménages, primes à la conversion, bonus/malus, etc.)	RSVERO : répertoire statistique des véhicules routiers	SDES	FIDELI : fichier démographique sur les logements et les individus	INSEE	Champ du fichier 1 : Véhicules immatriculés en France

3. Principales publications de l'année 2022

Titre de la publication	Lien vers le site de diffusion	Avis de moyen terme du CNIS concernés, le cas échéant	
		Avis généraux (cf.annexe 1)	Avis de commission (cf. annexe 2)
Ouvrages de référence			
Compte du logement	https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/rapport-du-compte-du-logement-2021-0?rubrique=51&dossier=1055		TRT5
Chiffres clés du logement - Édition 2022	https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/chiffres-cles-du-logement-edition-2022?rubrique=51&dossier=1055		
Publications présentant des résultats nouveaux ou issus de sources nouvelles	**Publications présentant des résultats nouveaux ou issus de sources nouvelles**	**Publications présentant des résultats nouveaux ou issus de sources nouvelles**	**Publications présentant des résultats nouveaux ou issus de sources nouvelles**
La rénovation énergétique des logements : bilan des travaux et des aides entre 2016 et 2019	https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/la-renovation-energetique-des-logements-bilan-des-travaux-et-des-aides-entre-2016-et-2019		
Les réductions des émissions de GES liées aux rénovations	https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/les-reductions-des-emissions-de-gaz-effet-de-serre-liees-aux-renovations-resultats-de-lenquete		EDD5
Le parc de logement par classe de performance énergétique au 1er janvier 2022	https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/le-parc-de-logements-par-classe-de-performance-energetique-au-1er-janvier-2022-0		
La cohabitation intergénérationnelle présumée subie en France métropolitaine	https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/la-cohabitation-intergenerationnelle-presumee-subie-en-france-metropolitaine?rubrique=336&dossier=1057		DQS 5 DQS 9
Pollution à l'ozone : une situation encore préoccupante malgré des progrès	https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/pollution-lozone-une-situation-encore-preoccupante-malgre-des-progres-0?list-actu=true		EDD6 EDD8
Évolutions de la ressource en eau renouvelable en France métropolitaine de 1990 à 2018	https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/evolutions-de-la-ressource-en-eau-renouvelable-en-france-metropolitaine-de-1990-2018?list-actu=true		

Les échanges commerciaux français de matières premières de recyclage, de 1999 à 2021	https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/les-echanges-commerciaux-francais-de-matieres-premieres-de-recyclage-de-1999-2021-0?list-actu=true		EDD9
La consommation intérieure de matières des pays de l'Union européenne, de 2000 à 2019	https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/la-consommation-interieure-de-matieres-des-pays-de-lunion-europeenne-de-2000-2019?list-actu=true		EDD9
Classements internationaux sur l'environnement : comment interpréter la place de la France ?	https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/classements-internationaux-sur-lenvironnement-comment-interpreter-la-place-de-la-france?list-actu=true		EDD1

Annexe. Texte des avis de moyen terme 2019-2023

Avis généraux

Développement durable

AG1. Améliorer la mesure de la qualité de la croissance

Le Conseil se félicite de la publication du rapport du groupe de travail sur la déclinaison française des indicateurs de suivi des objectifs de développement durable. Au-delà de la mise à jour et la diffusion régulière des indicateurs retenus par le rapport, le Conseil demande au service statistique public de répondre aux recommandations du groupe de travail dans la perspective d'affiner la mesure de la qualité de la croissance.

AG2. Mesurer et analyser les inégalités dans leur diversité

Le Conseil considère que le développement durable intègre la question des inégalités de toutes natures. Il souhaite vivement qu'elles demeurent un sujet d'attention permanent et que cette question soit prise en compte dans les travaux entrepris.

Numérique

AG3. Observer et analyser les mutations économiques et sociales dues à la transformation numérique

L'économie numérique transforme en profondeur l'activité humaine et les relations entre les individus. Le Conseil demande que le service statistique public mesure le développement des technologies numériques et ses conséquences, d'une part, sur les usages qu'en font les entreprises ou autres organisations et les individus, d'autre part, sur l'économie et la société.

AG4. Tirer profit des sources de données produites par le développement du numérique

Le Conseil recommande aux services producteurs d'explorer les nouvelles sources de données dès lors qu'elles ouvrent des perspectives d'enrichissement du système d'information de la statistique publique. Il demande aux services d'expertiser ces sources et d'être particulièrement attentifs à la qualité des statistiques produites.

Territoires

AG5. Consolider l'offre de la statistique publique en données territoriales

Le Conseil note avec satisfaction les avancées substantielles dans la mise à disposition par les services producteurs de données territoriales plus riches et plus fines. Il demande que le service statistique public poursuive ses efforts dans ce domaine et veille tout particulièrement à garantir la cohérence des informations produites et à en faciliter l'accès notamment aux acteurs locaux.

AG6. Poursuivre les investissements dans les comparaisons internationales

Le Conseil prend acte qu'une partie du programme statistique répond à des demandes européennes. Dans ce contexte, il encourage vivement les efforts produits par le service statistique public pour continuer à prendre une part active à la construction de la statistique européenne et pour développer des comparaisons internationales – y compris des territoires – en étant très attentif aux questions de comparabilité entre pays.

Méthodes et diffusion

AG7. Développer les appariements entre sources de données

Le Conseil demande à l'ensemble des producteurs de la statistique publique de développer les appariements entre sources de données afin d'enrichir l'analyse des liens entre différents thèmes, en veillant au strict respect de la confidentialité lorsque les appariements reposent sur des informations identifiantes.

AG8. Renforcer la lisibilité de la production du service statistique public

Le Conseil recommande aux services de la statistique publique de poursuivre leurs efforts pour améliorer la lisibilité de leur offre. Celle-ci couvre à la fois les nomenclatures utilisées, l'information sur les sources de données qu'ils produisent et la diffusion des statistiques et analyses qui en sont issues.

Commission Démographie et questions sociales

Observation de populations spécifiques

DQS 1. Assurer la continuité de l'information sur les personnes handicapées

Le Conseil soutient les efforts menés par le service statistique public afin d'observer et mieux définir les différentes populations atteintes d'un handicap. Il souligne l'importance d'assurer le renouvellement d'enquêtes en population générale et d'enrichir le système d'information par d'autres sources de données, notamment par les données administratives.

DQS 2. Suivre le vieillissement de la population

Le Conseil souhaite que le service statistique public suive attentivement le phénomène de vieillissement de la population en France en mettant particulièrement l'accent sur les personnes notamment aux grands âges, leurs conditions de vie et leur état de santé.

DQS 3. Mieux connaître les conditions de vie de l'enfant

Le Conseil recommande que la statistique publique consolide son système d'information afin de développer les connaissances relatives aux conditions de vie et au développement de l'enfant et de l'adolescent dans son environnement social et familial. L'approche en termes d'observation des parcours est encouragée. Les conséquences des ruptures familiales sur le quotidien de l'enfant ainsi que la situation et le devenir des enfants concernés par la protection de l'enfance seront principalement examinés.

DQS 4. Mesurer l'émigration

Le Conseil renouvelle le constat du manque d'informations sur les émigrants quittant le territoire national. Il demande que le service statistique public, dans le cadre de la poursuite de ses travaux sur les flux migratoires, porte ses efforts sur la mesure du phénomène d'émigration. Il sera notamment attentif aux données produites sur les départs de jeunes de France vers l'étranger et, parmi eux, ceux en mobilité internationale pour leurs études.

Précarités et inégalités sociales

DQS 5. Développer la mesure de la précarité résidentielle

Le Conseil note que le sujet de la précarité résidentielle et les enjeux qu'il soulève font l'objet d'une forte demande sociale. Il demande au service statistique public de renforcer ses efforts pour identifier et mobiliser les sources de données permettant de prendre régulièrement la mesure des situations de personnes mal-logées ou sans domicile, en portant particulièrement l'attention sur les publics très vulnérables comme les personnes âgées, les mineurs non accompagnés ou les familles monoparentales et familles nombreuses.

DQS 6. Observer la grande pauvreté

L'état actuel du système d'information statistique relatif à la mesure de la pauvreté rend insuffisamment compte des situations de grande pauvreté, qu'il s'agisse des personnes en ménage ordinaire ou de celles vivant en dehors de ce périmètre. Le Conseil insiste sur l'importance de bien définir la notion de grande pauvreté pour mieux repérer et exploiter les sources permettant d'observer les trajectoires des personnes concernées, et en particulier mesurer les phénomènes de persistance dans la pauvreté.

DQS 7. Stéréotypes, préjugés et discriminations

Les critères de discrimination inscrits dans la Loi, surtout s'ils se combinent, constituent une grave menace pour la cohésion sociale. Le Conseil demande que le service statistique public construise un dispositif d'observation et de mesure des différentes formes de stéréotypes, préjugés et discriminations.

DQS 8. Suivre le développement du numérique et ses effets sociaux

Le Conseil encourage la poursuite de la production de données sur le développement du numérique et de ses effets sociaux. Il insiste pour que des exploitations par catégorie de populations soient menées afin d'affiner les mesures de la fracture numérique et mieux caractériser les publics concernés. Le caractère régulier de ces mesures permettra d'en suivre les évolutions dans le temps.

Développement du système d'information

DQS 9. Pérenniser le système d'information sur le logement

Le Conseil appuie les producteurs de la statistique publique dans leurs efforts de pérennisation d'un système d'information pour l'observation et le suivi de l'état et des conditions de logement en France et dans ses territoires. Il rappelle la nécessité de comparer dans le temps les situations vécues par les individus et soutient le renouvellement de l'enquête nationale logement et de l'enquête sans domicile.

DQS 10. Renouveler l'enquête Emploi du temps

Le Conseil considère que l'enquête Emploi du temps est un dispositif essentiel pour mesurer la manière dont les membres d'un ménage, y compris les enfants, organisent leur temps et partagent les tâches. Il demande que l'enquête soit renouvelée, en particulier pour suivre l'évolution durant les dernières décennies des inégalités de genre en la matière.

Commission Emploi, qualification et revenus du travail

EQRT 2. Analyser l'insertion professionnelle des populations socialement défavorisées

Le Conseil renouvelle sa demande auprès des producteurs de la statistique publique d'analyser les difficultés d'insertion professionnelle des populations socialement défavorisées (précarisées, vulnérables…), et notamment des jeunes entrant sur le marché du travail.

EQRT 3. Approfondir les liens entre parcours professionnel et santé

Le Conseil demande au service statistique public de consolider les dispositifs d'observation afin de mieux analyser les interrelations entre l'état de santé des personnes et leur itinéraire professionnel (conditions de travail, expositions aux risques psycho-sociaux ou environnementaux, aux maladies professionnelles, notamment). L'attention continuera à être portée aussi bien sur les salariés que sur les personnes à la recherche d'un emploi.

Commission Services publics et services aux publics

SP 1. Observer les parcours des personnes âgées

Le Cnis constate que l'observation des processus conduisant à la perte d'autonomie des personnes âgées est insuffisamment traitée. Le Conseil soutient le développement d'un dispositif d'observation longitudinal permettant de repérer les entrées en situation de dépendance et d'en analyser les déterminants. Ce dispositif d'observation devra aussi permettre de suivre la manière dont les personnes dépendantes sont accompagnées par les services et les aides dont elles bénéficient compte tenu de leur état de santé.

SP 2. Mesurer le non recours aux droits sociaux

Le non recours aux aides et prestations sociales, lorsqu'il est important, est une source majeure d'inefficacité des politiques de protection sociale. Le Cnis encourage vivement la poursuite des travaux visant à repérer et caractériser les situations de non recours, à en mesurer l'étendue afin d'analyser leur rôle dans la persistance des situations de fragilité sociale.

SP 3. Veiller à la continuité du système d'information statistique sur les retraites

Le Cnis prend note des perspectives de réforme des régimes de retraite. Il demande que les représentants concernés du service statistique public soient associés, dès leurs lancements, aux travaux de refonte des systèmes de gestion des retraites, pour qu'ils puissent alimenter régulièrement des systèmes d'information statistique portant sur les situations et comportements des ayants droit.

Commission Territoires

TERR 1. Mettre à disposition des indicateurs locaux pour l'action publique dans les territoires

Le Conseil rappelle l'importance de l'information statistique localisée, indispensable aux acteurs qui conduisent des politiques publiques dans les territoires. Il souhaite que les investissements importants faits par la statistique publique soient maintenus. Il attire en particulier l'attention des producteurs sur le besoin d'informations permettant de mesurer l'emploi et les revenus localisés, ainsi que le coût de la vie à un niveau infra-national. Le Conseil demande au service statistique public de poursuivre les efforts entrepris pour améliorer l'accès et la

lisibilité des informations mises à disposition. Il préconise que le dialogue avec les acteurs locaux s'appuie sur des structures régionales de concertation.

TERR 2. Compléter l'information disponible sur l'Outre-mer

Le Conseil réaffirme l'importance de disposer d'une information statistique sur l'Outre-mer. Il note avec satisfaction les progrès réalisés en la matière et les moyens que le service statistique public y consacre. Il invite la statistique publique à poursuivre ses efforts pour couvrir l'ensemble du territoire national et permettre des comparaisons entre les régions, y compris ultra-marines.

TERR 4. Améliorer le géocodage

Le Conseil encourage la poursuite des travaux visant à localiser le plus précisément possible les bâtiments à usage d'habitation ou d'activité et l'emploi public et privé, afin de disposer d'informations de qualité géolocalisées ou pour des zonages très fins (données carroyées).

Commission Évaluation du recensement de la population

CNERP 3. Alléger la charge des communes et de l'Insee

La recherche d'allégement de la charge liée au recensement doit rester une préoccupation constante. La Cnerp constate avec satisfaction la forte progression de la collecte par internet. Elle encourage les efforts menés pour la dématérialisation de la collecte et soutient les expérimentations de nouveaux modes de collecte, qui allégeraient la charge de travail des coordonnateurs communaux et des agents recenseurs.

CNERP 5. Adapter le recensement aux exigences et demandes externes

La Cnerp note avec intérêt les efforts réalisés pour prendre davantage en compte les besoins des utilisateurs externes, à travers notamment l'introduction de nouvelles questions (mode de transport, liens familiaux, etc.). Elle a pris connaissance des demandes d'Eurostat concernant la production de données finement localisées et la mise à disposition rapide d'estimations de population et invite l'Insee à poursuivre les travaux dans ces domaines.

CNERP 6. Adapter le processus de production, suite à la suppression de la taxe d'habitation

La Cnerp recommande de porter une très grande attention aux conséquences des évolutions portant sur la taxe d'habitation. Elle demande à être très régulièrement informée des travaux conduits pour assurer la continuité de la production du recensement, notamment ceux relatifs à l'utilisation de nouveaux fichiers et à l'adaptation des outils informatiques.